



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A ANNONCÉ À NOUAKCHOTT :

« L'Algérie offre 2.500 bourses aux étudiants africains »



© Photo : D.R

L'Algérie offrira annuellement 2.000 bourses d'études dans l'enseignement supérieur et 500 bourses dans la formation professionnelle aux étudiants africains et ouvrira une Banque dédiée à l'éducation en Afrique. C'est l'engagement pris par le Président Abdelmadjid Tebboune, dans son discours à la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité, à Nouakchott, capitale mauritanienne. Le président de la République a précisé que le nombre d'étudiants africains en Algérie «avoisine les 6.000 étudiants, soit 6.000 bourses d'études». Lire en page 2

SANSAL, AÏSSAOUI ET LES GRANDS COMLOTS CONTRE L'ALGÉRIE

Les "vautours" de la DGSE française tombent à Alger



RETOUR SUR LE MATCH JARAAF - USMA

Quelle sanction pour quelle leçon ?



CITÉ DES 2.000 LOGEMENTS AADL DE SIDI-ABDELLAH

Le beau travail accompli par l'équipe "Gest-Immo"

PÉTROLE

Le Brent à près de 72 dollars

Les cours du pétrole sont restés stables hier mardi, conservant en grande partie les gains de la veille, marqués par la situation au Proche-Orient et l'annonce d'un assouplissement monétaire en Chine pour soutenir l'activité économique en 2025. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, perdait 0,30% à 71,92 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, chutait de 0,37%, à 68,12 dollars. Les dirigeants chinois ont annoncé, avant-hier lundi, vouloir «assouplir» l'an prochain leur politique monétaire et promis une «politique budgétaire plus proactive» pour «stabiliser» les marchés immobiliers et financiers.

AGRICULTURE

Installation de la commission nationale chargée de la réalisation du réseau de chambres froides

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a procédé, avant-hier lundi, à l'installation de la Commission nationale chargée de la réalisation du réseau des chambres froides de petite et moyenne tailles, et dont la mission consiste en l'examen des mécanismes à même de faciliter l'investissement dans ces structures y compris l'accès aux financements nécessaires, a indiqué un communiqué du ministère. La cérémonie d'installation, présidée par M. Cherfa, s'est déroulée en présence du secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), du président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), du directeur général de la Banque d'agriculture et du développement rural (BADR) et du directeur général de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF).

GECF

Hachichi rencontre à Téhéran des responsables d'entreprises relevant des Etats membres

Le Président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a rencontré à Téhéran (Iran), ses homologues parmi les responsables d'entreprises relevant des Etats membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), en marge de sa participation avec la délégation algérienne aux travaux de la 26^e réunion ministérielle du GECF, a indiqué avant-hier lundi un communiqué du Groupe. Ces rencontres ont permis «d'évoquer les évolutions dans le domaine de l'industrie du gaz naturel et les défis futurs auxquels fait face ce secteur vital, ainsi que d'échanger les points de vue et de renforcer les voies de coopération entre les entreprises pour unifier les vues afin d'assurer la pérennité de l'industrie du gaz dans le cadre des mutations mondiales».

Le Président Tebboune l'a annoncé à Nouakchott :

«L'Algérie offre 2.500 bourses aux étudiants africains»

L'Algérie offrira annuellement 2.000 bourses d'études dans l'enseignement supérieur et 500 bourses dans la formation professionnelle aux étudiants africains et ouvrira une Banque dédiée à l'éducation en Afrique.

C'est l'engagement pris par le Président Abdelmadjid Tebboune, dans son discours à la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité, à Nouakchott, capitale mauritanienne. Le président de la République a précisé que le nombre d'étudiants africains en Algérie «avoisine les 6.000 étudiants, soit 6.000 bourses d'études».

«Partant de l'esprit authentique de sa politique extérieure reposant sur la priorité attachée à la solidarité africaine», l'Algérie «n'a ménagé aucun effort pour contribuer au développement de l'éducation, de l'enseignement et de la formation dans le continent, accueillant des étudiants de différents pays africains frères dans ses universités, instituts de formation et centres d'apprentissage», a affirmé le président de la République. Il s'est dit fier des opportunités d'études et de formation offertes par l'Algérie, depuis son indépendance, à «65.000 jeunes étudiants africains dans diverses spécialités», ajoutant que le pays «s'emploie à construire et à mettre à niveau des écoles dans nombre de pays africains».

Le Président a souligné, devant les participants, l'engagement de l'Algérie à œuvrer à «augmenter ces chiffres», ainsi que son engagement, dans le cadre de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AACI), à «ouvrir une Banque dédiée à l'éducation selon la demande des frères africains».

«Tout cela reflète notre contribution aux efforts collectifs visant à promouvoir les systèmes éducatifs dans notre continent et traduit notre volonté indéfectible de renforcer la coopération et la solidarité continentale et d'établir des passerelles de communication dans sa dimension humaine à travers l'échange d'étudiants entre les peuples africains», a soutenu le Président Tebboune. Ont pris part à cette conférence, placée sous le haut patronage du président de la République islamique de Mauritanie



Le Président Tebboune s'est dit fier des opportunités d'études et de formation offertes par l'Algérie, depuis son indépendance, à «65.000 jeunes étudiants africains dans diverses spécialités». (Photo: DR)

nie et président en exercice de l'Union africaine (UA), Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, plusieurs chefs d'Etat africains, des ministres, des experts, des responsables d'instances africaines

dans les secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur, du travail, de l'emploi, de la jeunesse et d'autres secteurs concernés par la thématique de la rencontre, ainsi que des partenaires inter-

nationaux de l'Afrique. Les participants à cette conférence, organisée en partenariat entre la Commission de l'UA et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), ont abordé, deux jours durant, plusieurs thèmes, notamment le fossé entre l'éducation et le marché du travail en Afrique, l'éducation et la révolution numérique et les mutations économiques mondiales.

Cette conférence a visé également à évaluer les progrès réalisés par les Etats membres de l'UA dans la mise en œuvre des engagements internationaux en matière d'éducation, en particulier le quatrième Objectif de développement durable et la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique. Il s'agit également de renforcer la coopération et le financement durable à travers des mécanismes innovants pour relever les défis actuels et préparer la jeunesse africaine aux exigences du XXI^e siècle. En marge de sa participation aux travaux de la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité, le Président Tebboune s'est entretenu, hier mardi à Nouakchott, avec son homologue de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye.

La veille, lundi soir, le Président Tebboune a eu à Nouakchott un entretien avec son homologue rwandais, M. Paul Kagame, élargi aux membres des délégations des deux pays, consacré à la coopération bilatérale. Le président de la République avait auparavant reçu en tête-à-tête, en sa résidence dans la capitale mauritanienne Nouakchott, son homologue rwandais, Paul Kagame. Le président de la République qui est arrivé, lundi après-midi, à Nouakchott a été accueilli, à son

11 décembre 1960

Les Algériens imposent l'indépendance

L'Algérie commémore aujourd'hui les manifestations populaires du 11 décembre 1960 qui ont été le coup d'accélérateur de l'histoire, rendant inéluctable l'indépendance pour laquelle les Algériens, sous la direction du Front de libération national (FLN), ont lancé la lutte armée le 1^{er} novembre 1954. Les 10, 11 et 12 décembre 1960 puis les journées qui suivirent, les manifestants, formés en grande partie de femmes, enfants et adolescents, ont affronté, mains nues, l'appareil de répression colonial français.

Les Algériens sont entrés dans cette bataille avec des slogans et des inscriptions qui ne laissaient aucun doute sur la revendication de l'indépendance totale, rejetant le mot d'ordre des ultracoloniaux, «Algérie française», et celui, ambigu, des la troisième voie, «Algérie algérienne», suggéré par De Gaulle. Le peuple algérien entendait exprimer son adhésion à la Révolution et son soutien et attachement indéfectibles au FLN et à l'Armée de libération nationale (ALN). Les manifestations du 11 décembre 1960 ont constitué un tournant décisif dans le cours de la Guerre de libération nationale. Elles ont coïncidé avec la visite en Algérie, du 9 au 12 décembre 1960, du général de Gaulle, chef de l'Etat colonial français, qui avait prévu de promouvoir son projet néocolonial de «troisième voie» consistant à placer au pouvoir une classe dirigeante à la solde de la France pour mettre en œuvre le néo colonialisme.

C'est le 9 décembre 1960 que les manifestations ont commencé à Aïn Témouchent comme une étincelle qui entraînera le soulèvement dans toute l'Algérie et fera avorter les buts de la visite du général De Gaulle dans cette ville. Les manifestations ont commencé le 9 décembre à Aïn Témouchent, et se sont propagées, par la suite, à plusieurs autres villes et régions du pays. Ces manifestations ont contraint la France coloniale et les Nations unies à reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple algérien, lui permettant ainsi d'arracher l'indépendance en 1962. Les échos parvenus à l'ONU où se tenait une session avaient permis aux délégués algériens et aux pays amis soutenant la cause algérienne d'imposer l'examen du «dossier» algérien et l'adoption, une semaine après, soit le 19 décembre 1960, d'une résolution exhortant la puissance coloniale à s'asseoir autour de la table des négociations pour le recouvrement par le peuple algérien de sa dignité et de sa souveraineté nationale. Les envoyés spéciaux de la presse française reconnaissaient qu'il s'agissait d'une explosion populaire qui démentait toutes les constructions de la propagande colonialiste et sonnait le glas de la «troisième force» que De Gaulle voulait opposer au FLN.

Lakhdar A.

REPÈRE

Congrès de la European Society for Quality Research (ESQR)

Algérie Télécom décroche une distinction internationale pour l'innovation et la qualité des services

Algérie Télécom a remporté, avant-hier lundi à Vienne (Autriche), la prestigieuse "Distinction Choix de la qualité 2024", dans la catégorie "Diamond", attribuée lors du congrès de la European Society for Quality Research (ESQR), a annoncé, hier mardi, l'entreprise dans un communiqué.

La remise du prix s'est déroulée lors du congrès annuel de l'ESQR, réunissant 49 entreprises et organisations provenant de 41 pays à travers le monde, a précisé la même source. Selon le communiqué, «le jury a mis en lumière les efforts soutenus de l'entreprise en matière de modernisation de ses infrastructures, d'innovation continue à travers le déploiement de la technologie FTTH en un temps record, et de son rôle essentiel dans la promotion de la numérisation du pays».

«Cette distinction vient également confirmer le positionnement stratégique d'Algérie Télécom au-delà des frontières nationales, parmi les meilleurs acteurs du secteur», a-t-on ajouté. En effet, la décision du jury s'est appuyée sur des critères rigoureux, portant sur la qualité des services, l'engagement des équipes, la responsabilité sociale de l'entreprise, sa performance financière, l'image de marque et, avant tout, la satisfaction des clients, qui reste au cœur des priorités d'Algérie Télécom. Parmi les invités figuraient des experts internationaux en qualité, ainsi que des responsables de grandes entreprises et institutions. Cette distinction «historique» qui vient s'ajouter fièrement à la liste des succès réalisés par l'entreprise ces dernières années, «constitue une affirmation solide de la vision d'Algérie Télécom de poursuivre son ambition de fournir des services de haute qualité et d'innover constamment pour répondre aux attentes toujours croissantes de ses clients», a souligné le communiqué. **C. P.**

arrivée à l'aéroport international de Nouakchott, par le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Le président de la République est accompagné d'une importante délégation ministérielle. Le Président Tebboune a quitté hier mardi après-midi Nouakchott pour regagner Alger.

Lakhdar A.

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

Sansal, Aïssaoui et les grands complots contre l'Algérie Les "vautours" de la DGSE française tombent à Alger

L'un après l'autre, les «vautours» de la Direction générale de la Sécurité extérieure française (DGSE) chargés d'exécuter des missions sataniques en Algérie, notamment la préparation des attentats terroristes à Alger et l'atteinte à l'image de l'Algérie, sont tombés dans les mailles du filet des services de sécurité algériens.

Après l'arrestation le 16 novembre passé à l'aéroport international d'Alger du pseudo écrivain Boualem Sansal, voilà une autre belle prise d'un agent de la DGSE réalisée, il y a quelques jours seulement, par les services de la Sûreté nationale (DGSN), il s'agit du jeune émigré Aïssaoui Mohamed-Amine, chargé par les services secrets français d'accomplir des attentats à Alger. Les complots de la DGSE française contre l'Algérie sont devenus nombreux et très flagrants à la fois.

Originaire de la wilaya de Tipasa, âgé de 35 ans, Aïssaoui Mohamed-Amine, ce jeune Algérien ayant grandi à l'étranger, précisément en Espagne, a été choisi et rapproché par les avides d'Alger, voire les héritiers de l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS), la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) pour mener un complot spécial contre l'Algérie sous forme de commettre des attentats à Alger. Un complot dévoilé par le jeune Algérien, Aïssaoui Mohamed-Amine, qui vient d'avouer la mission que lui a attribuée la DGSE pour perturber et déstabiliser la sécurité et la stabilité internes de l'Algérie.

Arrêté récemment par les services de la DGSN Sûreté, où ils ont réussi à déjouer un complot orchestré par les services de renseignement français visant à déstabiliser l'Algérie, le jeune Algérien ayant grandi à l'étranger a avoué tout

les desseins hostiles de la DGSE. Dans un documentaire diffusé par la Télévision algérienne (EPTV) et la Chaîne internationale «AL24 News», le dénommé Aïssaoui Mohamed-Amine a dévoilé les détails sur les tentatives des services de renseignement français de le recruter. Investissant dans sa périlleuse situation sociale remplie d'épreuves douloureuses et instrumentalisés en Europe pour rejoindre une organisation terroriste en Syrie, la DGSE française a repéré puis utilisé et exploité à la fois le jeune Aïssaoui, en lui attribuant une nouvelle mission, celle d'exécuter des attentats terroristes criminels en Algérie, et à Alger plus particulièrement. Une sorte de déclaration de guerre contre l'Algérie dans un monde troublant et rempli de défis géopolitiques et géostratégiques et des conflits armés, où le plus fort demeure et le plus faible devient un esclave. Aïssaoui Mohamed-Amine a été exploité par la DGSE française, avoue-t-il lors de ses révélations faites aux médias algériens. Émigré avec sa famille en Espagne dès son jeune âge, là où il a grandi, Aïssaoui est devenu une cible de l'organisation terroriste connue sous le nom de «Daech», après avoir eu des conversations avec un membre de cette organisation sur les réseaux sociaux, il s'est retrouvé combattant en Syrie et en Irak, dira-t-il.

Dans son témoignage, Aïssaoui a relaté les circonstances de son enrôlement, son départ d'Espagne vers la France, puis de la Turquie à la Syrie et enfin en Irak, où il a participé aux combats à Fallou-

jah sous le pseudonyme de «Abou Rayan». Blessé lors d'un bombardement des forces de la coalition en Irak, Aïssaoui a été capturé et transféré en Turquie puis emmené aux consulats français et espagnol pour identification, où des empreintes et des photos ont été prises et une fiche d'information a été établie à son sujet. Après avoir accompli sa peine de prison, le jeune Algérien a rejoint l'Algérie en 2016, où il a purgé une peine de prison de trois ans achevée en 2019. Reprenant une vie normale, Aïssaoui Mohamed-Amine s'est retrouvé dans la ligne de mire des services de renseignement français qui cherchaient à le recruter pour des projets terroristes.

En 2022, il a été contacté par l'association française «Artémis», connue pour ses activités douteuses envers les individus impliqués dans des affaires terroristes sur le territoire français. Cette association contenant d'anciens employés du ministère de l'Intérieur français, dirigée par un certain Bouyad Jean Gilles, ancien conseiller de l'ex-ministre de l'Intérieur français Bernard Cazeneuve, est impliquée dans des tentatives de rapprochement avec des Algériens ayant des antécédents liés au terrorisme. Parmi ses membres actifs figure Rachid Benzine, un Marocain naturalisé français, récemment honoré par le roi du Maroc, Mohammed VI, pour ses «contributions dans le domaine de la recherche scientifique». Le jeune homme a précisé qu'il n'avait pas hésité à collaborer avec l'association, d'autant plus qu'elle lui a promis une aide «précieuse» permettant la régularisation de sa situation, ce qui pourrait lui permettre de retourner dans sa maison familiale en Espagne et de tourner définitivement la page sur son passé.

En réalité, cette association française, une pure création de la

DGSE visait à recruter le jeune Algérien pour des projets terroristes ciblant l'Algérie. Un complot très vite avorté par les services secrets algériens à travers la surveillance et le travail de renseignements à la pointe. La preuve à l'appui, le documentaire diffusé par la Télévision algérienne «AL24 News» a révélé parfaitement que toutes les interactions entre Mohamed Amine et les services de renseignement français faisaient l'objet d'une surveillance. Des images montrent leur première rencontre en avril 2023 à Alger, sous le couvert de l'association «Artémis». L'individu qu'il a rencontré était un cadre de la direction générale de la sécurité extérieure française, exerçant comme premier secrétaire à l'ambassade de France en Algérie. Selon Mohamed Amine, cet agent français l'a conduit directement au Centre culturel français où ils ont eu une longue discussion, avant que l'agent ne lui révèle son appartenance aux services de renseignement français. En parallèle, les services de sécurité sont restés en contact avec le jeune Algérien et lui ont donné des instructions pour continuer à collaborer avec les parties françaises tout en leur transmettant toutes les communications et messages échangés via WhatsApp. Mohamed Amine a confirmé que les Français lui avaient demandé de se rendre au Niger, de s'approcher des extrémistes à Alger pour gagner leur confiance et de fournir des informations sur les caméras de surveillance et les patrouilles de police en civil, entre autres missions.

Grâce à cette collaboration, le complot a été anéanti, marquant une victoire éclatante des services de sécurité algériens contre les graves complots de la DGSE française. L'Algérie demeurera une barrière infranchissable solide.

S. Abi

GENDARMERIE

Aïn Temouchent

Démantèlement d'un réseau criminel de trafic de migrants

Les services de la Gendarmerie nationale à Aïn Temouchent ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic de migrants par mer, avec l'arrestation de sept organisateurs de traversées clandestines, selon un communiqué du groupement territorial de ce corps de sécurité.

L'opération, menée par les éléments de la brigade de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale, a été enclenchée suite à des informations fiables, qui se sont soldées par l'arrestation de sept organisateurs de traversées clandestines, des repris de justice opérant au sein d'un réseau criminel de trafic de migrants par mer, usant de méthodes d'intimidation et de menaces à l'encontre des migrants, en recourant à des masques et des armes blanches, selon la cellule de communication. Cette opération a également permis la saisie d'un véhicule utilitaire, d'armes blanches de grande taille, d'un masque, d'une somme d'argent de 10.000 dinars et de sept téléphones portables, d'après la même source.

Les individus arrêtés sont accusés du crime de trafic de migrants, de sortie illégale du territoire national par des voies autres que les centres de transit, mettant en danger leur vie et leur sécurité, ainsi que de non-dénonciation du crime de trafic de migrants et de port d'armes de catégorie six sans justification légale, selon la même source.

Pour rappel, les services de la Gendarmerie nationale ont démantelé, le mois d'avril dernier dans la même wilaya, deux réseaux criminels spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines par mer, avec l'arrestation de 16 individus dans deux opérations distinctes. Ces deux opérations s'étaient soldées par l'arrestation de 16 individus, dont trois mineurs et deux femmes, avait souligné la cellule de communication du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Aïn Temouchent.

Dans ce cadre, une embarcation pneumatique équipée d'un moteur, 16 jerricans de carburant d'une capacité de 30 litres chacun, une somme de 940 euros et 16 téléphones portables ont été saisis, selon la même source. Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les suspects ont été déférés devant les instances judiciaires territorialement compétentes pour le crime de trafic de migrants par l'intermédiaire d'un groupe criminel organisé et le délit de sortie illicite du territoire national par des lieux autres que les centres de transit, mettant en danger la vie d'un mineur, planification d'une sortie du territoire national en échange d'un avantage financier, a-t-on indiqué.

R. N.

BRÈVE

Ouverture de nouvelles destinations

Accord de partenariat entre la compagnie "Air Algérie" et son homologue turque

La compagnie aérienne nationale "Air Algérie" a signé un accord de partenariat avec "Turkish Airlines" pour le partage de codes entre les deux compagnies, offrant ainsi aux clients d'Air Algérie la possibilité de voyager vers de nouvelles destinations en Turquie, en Asie et en Afrique, indique hier mardi un communiqué du transporteur public national.

«Dans le cadre de ses efforts constants visant à élargir son réseau de destinations et à améliorer la qualité de ses services, "Air Algérie" est heureuse d'annoncer la signature d'un accord de partenariat avec "Turkish Airlines", pour le partage de codes entre les deux compagnies, ce qui offrira à notre aimable clientèle la possibilité de voyager vers de nouvelles destinations en Turquie, en Asie et en Afrique», lit-on dans le communiqué.

"Air Algérie" souligne, à cette occasion, son engagement "à renforcer la coopération pour améliorer la qualité des services et accroître l'efficacité en vue de répondre aux aspirations des clients et enrichir les perspectives du transport aérien en Algérie».

Agence

Partenariats universitaires

Ouverture du 5^{ème} forum des universités frontalières algériennes et tunisiennes 5+5

Le 5^{ème} forum des universités frontalières algériennes et tunisiennes 5+5 s'est ouvert lundi passé à l'Université "Larbi-Tébessi" de Tébessa, sous le signe de «L'innovation et le rôle des universités dans la promotion de l'économie du savoir»

La rencontre réunit des responsables d'universités algériennes, tunisiennes et libyennes, sous la présidence du secrétaire général de la wilaya, Ahcene Meddouri et du consul général de la République tunisienne à Tébessa, Laroussi El Kantassi.

Le directeur de l'Université de Tébessa, Abdelkrim Gouasmia, a souligné, dans une allocution d'ouverture, que cette manifestation «revêt une grande importance dans le processus de coopération scientifique et universitaire entre l'Algérie et les pays frères Tunisie et Libye», ajoutant qu'elle constitue «une opportunité pour renforcer les passerelles du savoir, de l'innovation et du développement commun, et pour aller de l'avant dans la promotion de la coopération scientifique et universitaire».

Il a également indiqué que ce 5^{ème} forum, qui donnera lieu à des exposés sur l'innovation et l'esprit entrepreneurial, ainsi qu'à des séances de travail des responsables des universités participantes, en plus d'un concours de sélection des trois meilleurs projets innovants d'étudiants dans les domaines de la sécurité énergétique, de la sécurité alimentaire et de la sécurité sanitaire, sera «une occasion de découvrir les capacités des jeunes dans le domaine de l'innovation». Pour sa part, le coordinateur des universités algériennes, Omar Farhati, directeur de l'Université d'El

Oued, a indiqué que cette rencontre vise aussi à renforcer les partenariats universitaires et à créer un réseau durable de coopération scientifique pour l'échange de connaissances, d'expertises et d'innovations.

Farhati a fait savoir que des travaux étaient actuellement menés au plus haut niveau pour adjoindre cinq universités libyennes frontalières à cette convention, outre la création d'un partenariat international entre les trois pays dans le domaine de la recherche scientifique et des diplômes scientifiques pour l'obtention d'une licence ou d'un master international conjoint.

Le coordinateur des universités tunisiennes, directeur de l'Université de Jendouba (Tunisie), Hicham Sbaï, a estimé que le thème choisi pour être débattu lors de cette 5^{ème} édition «s'inscrit dans le cadre de la stratégie des deux pays destinée à encourager l'esprit entrepreneurial et l'innovation dans les différents domaines afin de promouvoir nos pays en tant que moteur de développement économique durable».

De son côté, le directeur de l'Université de Syrte, en Libye, Souleiman Chater, a déclaré que son pays «s'efforce d'établir des liens entre les universités et la société civile afin d'adhérer à cette convention qui vise principalement à jeter des passerelles de communication entre les universités algériennes, tunisiennes et libyennes, et à promouvoir les moyens de partenariat et d'échanges scientifiques pour s'adapter aux transformations mondiales, notamment économique».

Manel Z.

■ Cité des 2.000 logements AADL de Sidi-Abdellah

Le beau travail accompli par l'équipe "Gest-Immo"

Le Site 5 abritant la cité des 2.000 logements de type location-vente (AADL) de Sidi-Abdellah est devenu, grâce au travail accompli au quotidien par Gest-Immo, filiale de l'AADL, un modèle de développement urbain par excellence, qui suscite la satisfaction des résidents, surtout ceux qui résident dans cette belle perle urbaine de la capitale.

Livré en juillet dernier, à l'occasion de la célébration du 62^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, sous les directives du président de la République Abdelmadjid Tebboune, le site 5, couvrant au total 2.000 logements de type AADL dans la commune de Sidi Abdellah relevant de la wilaya d'Alger, est devenu un véritable joyau urbain grâce au travail de fourmis accompli au quotidien par une équipe relevant de la société de gestion immobilière "Gest-Immo", filiale de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL).

Pour préserver la qualité de vie de ce site urbain et gérer son développement, les responsables de "Gest-Immo" du site 5 AADL de Sidi-Abdellah ont mené, depuis la réception des 2.000 logements et tout au long de ces cinq derniers mois, un travail admirable de gestion, d'entretien, de gardiennage, de jardinage et de nettoyage, faisant du site 5 AADL un modèle de gestion et de développement urbain par excellence. C'est grâce au travail accompli au quotidien par la filiale de l'AADL, à savoir "Gest-Immo", dont le premier responsable du management Nedjar Soheib et son équipe, en l'occurrence Hicham Belaribi, Bilal Magbi, Beramdane Aymen, Kheloufi Amine que le Site 5 abritant 2.000 logements AADL de Sidi-Abdellah s'est forgé une bonne réputation dans un décor urbain très mo-



■ "Gest-Immo" s'est mobilisée jour et nuit durant ces cinq derniers mois, depuis la livraison du Site 5 AADL en juillet 2024, pour assurer une bonne supervision urbaine et une gestion professionnelle du nouveau et grand Site 5 AADL. (Photo : D. R.)

derne et développé à la fois. La société s'est mobilisée jour et nuit durant ces cinq derniers mois, depuis la livraison du Site 5 AADL en juillet 2024, pour assurer une bonne supervision urbaine et une gestion professionnelle du nouveau et grand Site 5 AADL. Rencontrés dans leur bureau de travail au niveau du Site 5 AADL à Sidi-Abdellah, le responsable de "Gest-Immo", Nedjar Soheib et ses deux coéquipiers, Hicham Belaribi et Bilal Magbi, nous ont accueilli chaleureusement. Faisant un tour d'inspection et d'évaluation de l'environnement urbain qu'abrite le Site 5 AADL, notre première impression a été au-delà de la satisfaction en raison de la beauté du quartier avec ses décors urbains ultramodernes, soigneusement entretenus, des voiries et réseaux VRD en parfait état de marche, une exception rarement observée dans les autres sites AADL de la capitale, et surtout une propreté des escaliers irréprochable, des ascenseurs qui fonctionnent par-

faitement bien au quotidien et sans signalement d'aucune panne.

Les conditions favorables et la gestion hautement professionnelle ont créé une atmosphère de confiance et un sentiment d'assurance chez les habitants du Site 5 des 2.000 logements AADL de Sidi Abdellah ; ces derniers n'ont pas hésité à s'installer très rapidement dans leurs nouvelles habitations contrairement à d'autres sites AADL où les acquéreurs hésitent à s'installer définitivement en raison de l'absence de commodités, de conditions de vie, de confort et de sécurité comme celles offertes par le Site 5 AADL de Sidi-Abdellah. Pour le responsable de la gestion de ce Site, Nedjar Soheib, la préservation de la nature qui entoure l'immense site, la gestion des dizaines d'immeubles, l'entretien des ascenseurs, des escaliers, des vides sanitaires et des jardins sont une priorité absolue dans l'accompagnement et la gestion immobilière du nouveau site.

«Nous travaillons sans relâche pour répondre aux préoccupations des habitants et assurer la gestion et l'entretien du Site 5 AADL. Notre priorité est de garantir un environnement sécurisé, tout en embellissant le cadre urbain.

Les infrastructures, comme les pistes réservées au sport, contribuent à la qualité de vie des résidents.

Ce vaste quartier résidentiel se distingue par sa tranquillité et sa convivialité, fruits de nos efforts constants tout au long de l'année», déclare Nedjar Soheib, responsable de la société "Gest-Immo", filiale de l'AADL. Le travail remarquable de l'équipe de "Gest-Immo" a transformé le Site 5 des 2.000 logements AADL à Sidi-Abdellah en un modèle exemplaire de développement urbain et de modernisation, servant d'inspiration pour d'autres sites AADL à travers le pays.

Sofiane Abi

HATPLC

Lutte contre la corruption

La HATPLC a accompli de nombreuses réalisations

La présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Mme Salima Mousserati, a affirmé lundi à Alger que la HATPLC avait accompli, en deux ans, de nombreuses réalisations, dont l'élaboration et le lancement officiel de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la journée d'information intitulée "Renforcer la transparence de la vie publique et la bonne gouvernance : une garantie pour l'intégrité de demain", organisée sous le Haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption, Mme Mousserati a précisé qu'«après deux ans d'existence, la Haute Autorité a accompli de nombreuses réalisations, à commencer par l'élaboration et le lancement officiel de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, dont la réalisation a atteint, au cours du deuxième semestre de 2023, un taux de 51,37% de l'ensemble des mesures prévues pour cette période».

Elle a également souligné que le réseau algérien de la transparence "Narakom" a enregistré, jusqu'en décembre courant, l'adhésion de 320 associations, de 24 laboratoires de recherche et de 8 organes médiatiques, tandis que 16 signalements de suspicion de corruption ont été enregistrés, émanant pour la plupart d'associations.

Selon la responsable, 10 secteurs ministériels et 6 établissements publics ont été ciblés, lesquels ont adhéré volontairement au processus d'adoption de l'indice de performance "Nazaha" comme outil de prévention contre la corruption, se félicitant de la réactivité des établissements publics ciblés, en assurant la mise en œuvre des différentes mesures prévues dans la matrice.

D'autre part, Mme Mousserati a salué le progrès enregistré dans l'opération de déclaration des biens en 2023 pour les élus, ainsi que les concernés par les fonctions supérieures, soulignant que «le développement, à l'avenir, d'une plateforme électronique spécifique sera de nature à faciliter l'opération davantage». Dans le cadre de l'accord de coopération avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mme Mousserati a fait état de la création d'un Master académique en matière de prévention et de lutte contre la corruption au titre de l'année universitaire 2024/2025 avec l'inscription de 22 étudiants au niveau de l'Ecole nationale supérieure de Management de Koléa, 25 autres à l'Ecole nationale supérieure de sciences politiques d'Alger et 40 étudiants à l'Université "Kasdi-Merbah" de Ouargla, outre 1.303 étudiants répartis à travers 39 centres universitaires de la formation continue. Concernant la recherche scientifique, l'intervenante a rappelé l'initiative de la HATPLC, menée en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et la création d'un laboratoire de recherche mixte entre la Haute autorité, l'Université de Blida 2, l'Université d'Alger 3, le Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) et le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread).

Agence

Manel Z.

UAR

Vers la numérisation du certificat d'assurance automobile

L'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) prévoit de numériser le certificat d'assurance automobile afin de permettre aux assurés de l'obtenir en ligne, sans avoir à se déplacer dans les agences d'assurance. C'est ce qu'a fait savoir le président de l'Union, Youcef Benmicia, ajoutant que cette démarche va permettre de renforcer l'efficacité et la transparence et d'améliorer les services offerts aux assurés.

Dans une déclaration à l'APS, M. Benmicia a indiqué qu'un «comité ad-hoc travaille actuellement sur le développement du projet de certificat d'assurance numérique, qui est actuellement en phase de test. Une fois cette étape achevée, le projet sera présenté aux autorités compétentes pour sa mise en œuvre». Il a souligné que ce projet représentait une «transformation majeure» dans le processus de modernisation du secteur des assurances en Algérie, «car il facilite les transactions pour les clients, réduit la consommation de papier et permet une vérification instantanée de la validité de l'assurance, grâce à des bases de données interconnectées entre les différentes compagnies d'assurances». En plus de simplifier la souscription et le re-

nouvellement des assurances, le certificat numérique contribue à renforcer la transparence et à réduire les risques de falsification, a ajouté le même responsable.

Face aux transformations numériques rapides, l'Union travaille également sur «un ensemble de projets stratégiques visant à moderniser le secteur et à garantir sa croissance durable», a-t-il ajouté, soulignant les résultats obtenus grâce à la plateforme numérique inter-compagnies d'assurances dédiée à la branche automobile (e-recours), lancée en octobre 2022, avec des indemnités dépassant les 12 milliards de DA. Il s'agit, selon lui, d'un outil qui joue un rôle-clé dans le traitement des réclamations inter-compagnies pour les sinistres automobiles matériels, avec, à la fin, «une réduction notable des délais, une amélioration de la qualité des services et une transparence renforcée».

Le président de l'UAR a rappelé, dans ce cadre, les progrès réalisés par les compagnies d'assurances algériennes dans la numérisation de leurs services, notamment le suivi des contrats d'assurance, le paiement des primes et la soumission des demandes d'indemnisation, outre l'adoption par cer-

taines compagnies du système d'expertise à distance, en plus d'autres services visant à faciliter l'accès aux prestations d'assurance.

A cet égard, M. Benmicia a salué le succès de la mise en place d'une plateforme numérique pour la souscription et l'émission des cartes d'assurance automobile dans les pays arabes (carte orange), en collaboration avec le Bureau unifié automobile algérien (BUAA).

Désormais, toutes les agences d'assurance agréées peuvent souscrire cette carte de manière électronique. Dans le cadre de sa vision à long terme, l'Union s'attache également à améliorer le niveau de formation et de qualification des employés du secteur de l'assurance afin de renforcer leurs compétences, optimiser la performance du secteur et achever le processus de modernisation et de transformation numérique à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. D'autre part, l'Union «travaille actuellement sur une révision de ses statuts qui n'ont pas été actualisés depuis plus de 10 ans, afin de s'adapter aux mutations économiques et financières que connaît le pays», a avancé M. Benmicia.

INFO/EXPRESS

Salon national de l'innovation

Remise des prix de la meilleure invention de 2024

Le 14^e Salon national de l'innovation, organisé trois jours durant à Constantine, a pris fin, lundi passé, avec la remise des prix de la meilleure invention de l'année 2024, indique un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Ont participé à cette édition du Salon, organisé chaque année par l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI) à l'occasion de la Journée nationale de l'innovation (7 décembre), plus de 100 innovateurs relevant de PME et de start-up ainsi que de jeunes porteurs de projets et d'universitaires venus des différentes wilayas du pays pour décrocher le prix des trois meilleures inventions de l'année 2024.

L'université «Mohamed Seddik Ben Yahia» de la wilaya de Jijel a remporté le premier prix pour son projet sur l'élaboration d'un modèle de pulvérisation thermique pyrolytique automatisée, tandis que le deuxième prix a été décerné à un créateur ayant développé une chambre de postcombustion avancée pour améliorer le traitement des émissions issues de la combustion des huiles contenant des composés de polychlorobiphényles (PCB). Le troisième prix a été attribué à l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) pour le développement d'un revêtement photonique visant à améliorer l'efficacité des unités photovoltaïques, selon la même source. Organisé à l'université Salah Boubnider (Constantine 3), en collaboration avec le bureau extérieur de l'Organisation internationale de la propriété intellectuelle (OMPI) en Algérie, ce Salon «revêt une importance majeure étant un trait d'union entre les inventeurs et les innovateurs d'une part, et les industriels d'autre part, outre son rôle dans la promotion de la recherche scientifique en milieu industriel», conclut le communiqué. ■

Ministère de la Solidarité

Conseil national consultatif des personnes aux besoins spécifiques

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a présidé, dimanche dernier, la cérémonie d'installation des membres du nouveau Conseil national consultatif des personnes aux besoins spécifiques, présidé par M. Abdelmadjid Tabti, indique un communiqué du ministère. Instance consultative auprès du secteur en matière de prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, le Conseil regroupe «des cadres issus de différents départements ministériels et d'organismes publics, ainsi que d'experts de la société civile», précise la même source.

Dans une allocution à cette occasion, Mme Mouloudji a affirmé que «l'Etat algérien, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde un intérêt particulier à la catégorie des personnes aux besoins spécifiques», partant de «l'importance de leur



■ Siège du ministère de la Solidarité à Alger.

contribution efficace à la construction de la société et au développement de notre pays». Le secteur œuvre à «soutenir et à accompagner cette catégorie en consolidant ses droits dans tous les domaines de la vie», a affirmé la ministre, rappelant que «l'Algérie a ratifié, en 2009, la Convention internationale relative aux

droits des personnes handicapées, et a adopté plusieurs lois relatives aux personnes aux besoins spécifiques», ce qui témoigne de «son engagement constant aux principes fondamentaux de l'égalité des chances». Le Conseil «est appelé à se pencher à l'avenir sur une gestion efficace et objective des grands dossiers

en la matière, tels que la prévention du handicap, l'éducation et la formation des enfants et adolescents aux besoins spécifiques, le soutien à leur insertion professionnelle, économique et sociale, ainsi que les aides sociales nécessaires pour garantir une prise en charge globale», a ajouté Mme Mouloudji. La ministre a appelé, en outre, les membres du nouveau Conseil à «assumer pleinement leur rôle, en tant qu'instance consultative pour élaborer les axes de la politique nationale relative aux personnes aux besoins spécifiques». Il s'agit de «proposer des stratégies et des programmes visant à promouvoir les droits de ces personnes, leur implication dans l'élaboration de ces programmes et activités les concernant, et la coordination entre les différents secteurs ministériels et organismes publics, tout en impliquant la société civile dans cet effort».

Santé

Ouverture des candidatures pour l'inscription à trois formations spécialisées en sciences médicales

Le ministère de la Santé a annoncé, avant-hier, dans un communiqué, l'ouverture des candidatures pour l'inscription à trois formations post-universitaires spécialisées en sciences médicales au titre de l'année 2025. Il s'agit des urgences médicales, de l'addictologie et de la médecine transfusionnelle, indique le communiqué, précisant que ces formations s'inscrivent dans le cadre du renforcement de la formation continue et de la prise en charge des besoins du secteur dans le domaine médical, conformément aux instructions du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, au titre du Plan d'action du malade (PAM) dans sa

première et deuxième version. Ces formations seront sanctionnées par un certificat d'études spécialisées (CES) en sciences médicales, au profit des candidats titulaires d'un diplôme en sciences médicales (médecine générale), exerçant dans des établissements de santé publique. La durée de la formation a été fixée à quatre (4) semestres pour la médecine d'urgence et à deux (2) semestres pour l'addictologie et la médecine transfusionnelle. Les formations débiteront au cours du premier trimestre de l'année 2025, au niveau de l'université des sciences de la santé d'Alger, et des facultés

de médecine dans les wilayas d'Oran, Blida, et Constantine. Les dossiers de candidature doivent être remis au directeur de l'établissement de santé dont relève le candidat, qui les transmettra à son tour à la Direction de wilaya de la santé et de la population (DSP). La sélection des candidats se fera selon les dispositions de l'arrêté interministériel du 29 février 2012, fixant les critères de sélection des candidats appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique pour l'accès à la formation et l'obtention d'un CES en sciences médicales, selon la même source. ■

INFO/EXPRESS

Intempéries

Plusieurs routes coupées à Bouira et Tizi-Ouzou en raison de l'amoncellement de neige

Plusieurs routes sont coupées à la circulation au niveau des wilayas de Bouira et de Tizi-Ouzou, en raison de l'amoncellement de neige, a indiqué, lundi, un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale.

«L'amoncellement de neige a entraîné la fermeture de la RN 33 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi-Ouzou au niveau de la région d'«Assoul» dans la commune de Aït Boumahdi, ainsi que la RN30 au niveau de la région de «Tizi N'kouile» dans la commune d'«Boudraren», a précisé la même source. A Bouira, «la RN 33 est fermée au niveau des communes de Bechloul, de Tikjda et d'El Asnam ainsi que la RN 15 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi-Ouzou qui est coupée à la circulation au niveau du Col de Tirourda dans la commune d'Aghbalou, en raison de l'amoncellement de neige», lit-on dans le communiqué. Les autres routes «demeurent ouvertes à la circulation», a ajouté la même source, appelant les usagers de la route à «la prudence et à la vigilance».

L'Unesco achève son programme en Algérie

Formation de 261 inspecteurs pour améliorer la qualité de l'éducation

Le Programme d'appui à une éducation de qualité en Algérie, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale, a été sanctionné par l'organisation d'un séminaire, le lundi passé à l'hôtel Gloden Tulip Royaume, Zone Industrielle Beni Hamdine. Ce programme est financé par l'UNESCO et l'Union européenne, et mis en œuvre au profit du ministère de l'Education Nationale. Le séminaire a été consacré à la présentation du bilan des activités réalisées durant deux ans pour les 3 niveaux scolaires (primaire, moyen et secondaire) de l'éducation nationale algérienne. Il a mis en exergue les ambitieux résultats qualitatifs et quantitatifs qui ont été atteints. Il a été ponctué par plusieurs témoignages des principaux bénéficiaires et des experts formateurs qui ont contribué à son exécution. L'événement a réuni de nombreux intervenants responsables du système éducatif algérien : cadres du ministère de l'Education Nationale, inspecteurs centraux et nationaux, directeurs des établissements scolaires, les enseignants et enseignantes des 4 disciplines. ■

9 décembre

Journée internationale de lutte contre la corruption

Le 9 décembre marque la Journée internationale de lutte contre la corruption, une journée dédiée à la sensibilisation et à l'action contre ce fléau mondial qui affaiblit les sociétés, freine le développement et sape la confiance des citoyens envers leurs institutions. Le thème de cette année, «S'unir avec la jeunesse contre la corruption : former l'intégrité de demain», met en avant le rôle crucial des jeunes dans la construction d'un monde plus transparent et équitable. La corruption, dans toutes ses formes, continue de causer des dommages considérables à l'échelle mondiale. Chaque année, des milliards de dollars sont versés en pots-de-vin. Pourtant, la jeunesse, représentant plus de la moitié de la population mondiale, possède un potentiel unique pour catalyser le changement. En leur fournissant des outils éducatifs et des plateformes d'engagement, les jeunes peuvent de-

venir des moteurs de transparence et de responsabilité. En Algérie, la lutte contre la corruption a été intensifiée ces dernières années, notamment avec la mise en place de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC) et des réformes visant à garantir la transparence dans les marchés publics. Cependant, l'héritage des scandales passés rappelle l'ampleur des défis à relever. Les jeunes Algériens jouent un rôle clé dans cette lutte. Leur mobilisation pour une gouvernance juste et leur engagement dans des initiatives citoyennes reflètent leur détermination à bâtir une société équitable. L'éducation à l'éthique et à l'intégrité dès le plus jeune âge est essentielle pour cultiver une génération de leaders et de citoyens capables de résister aux tentations de la corruption. En complément, leur implication active dans les processus de prise de

décision et dans le suivi des politiques publiques renforce leur capacité à faire entendre leur voix. Cette journée est un appel à l'unité et à l'action collective. Les gouvernements, les institutions, le secteur privé et la société civile doivent unir leurs efforts pour instaurer des systèmes transparents et inclusifs. En Algérie, comme ailleurs, l'engagement de la jeunesse doit être soutenu par des mesures concrètes, car c'est en elle que repose l'avenir. La lutte contre la corruption est un combat commun qui exige persévérance et coopération. Ensemble, avec la jeunesse comme fer de lance, nous pouvons bâtir un avenir où l'intégrité triomphe et où chaque citoyen peut évoluer dans une société juste et transparente. Tous unis contre la corruption !

Hamid Sahnoun

Syrie

Al Golani chef de Tahrir Al Sham prend les rênes du pouvoir

La décision d'accorder l'asile en Russie à Bachar el-Assad et à sa famille a été prise par le président Vladimir Poutine, a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov hier. « De telles décisions ne peuvent certainement pas être prises sans le chef de l'Etat. C'était sa décision », a déclaré Peskov à l'agence Russe.



Al Golani, chef de Tahrir Al Sham.

Le porte-parole du Kremlin a noté qu'aucune déclaration officielle n'avait été faite à ce sujet. « Une source a fourni l'information aux médias hier », a-t-il dit. Le 27 novembre, les unités armées de l'opposition syrienne ont lancé une offensive à grande échelle contre les positions des forces gouvernementales dans les provinces d'Alep et d'Idlib. Dans la soirée du 7 décembre, les opposants au président Bachar el-Assad s'étaient emparés de plusieurs grandes villes, dont Alep, Hama, Deir ez-Zor, Deraa et Homs. Le 8 décembre, ils sont entrés dans la capitale syrienne, Damas, tandis que l'armée se retirait de la ville. Selon le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, le président syrien Bachar el-Assad a démissionné et quitté le pays, donnant des instructions pour assurer une transition pacifique du pouvoir. Une source du Kremlin a déclaré plus tard que Assad et les membres de sa famille étaient arrivés à Moscou car la Russie leur avait accordé l'asile pour des raisons humanitaires.

Abou Mohamed Al Golani

Qui est Abou Mohamed Al Golani qui avait renoncé à ses liens de longue date avec Al-Qaïda. Ces derniers jours, l'insurrection a même abandonné son nom de guerre et a commencé à l'appeler par son vrai nom, Ahmad al-Sha-

raa. L'ampleur de cette transformation d'extrémiste djihadiste en bâtisseur d'État. Les insurgés contrôlent la capitale Damas et pour la première fois après 50 ans de règne la question est de savoir comment la Syrie sera gouvernée désormais. La Syrie abrite de multiples communautés religieuses, souvent opposées les unes aux autres. Beaucoup d'entre eux craignent la possibilité que des extrémistes islamistes prennent le pouvoir. Le pays est également fragmenté entre des factions armées disparates, et les puissances étrangères, de la Russie et de l'Iran aux États-Unis, la Turquie et Israël. Al Golani âgé de 42 ans qualifié de terroriste par les États-Unis n'est pas apparu publiquement depuis la chute de Damas tôt dimanche. Mais lui et sa force insurgée, Hayat Tahrir al-Sham, dont beaucoup de combattants sont des djihadistes risquent d'être un acteur majeur. Pendant des années, al-Golani s'est efforcé de consolider son pouvoir, alors qu'il était refoulé dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, alors que la domination d'Assad, soutenue par l'Iran et la Rus-

sie, sur une grande partie du pays semblait solide. Il a manœuvré parmi les organisations extrémistes tout en éliminant ses concurrents et ses anciens alliés. Il a cherché à redorer l'image de son gouvernement de salut qui dirige Idlib pour gagner les gouvernements internationaux et rassurer les minorités religieuses et ethniques de Syrie. Et il a tissé des liens avec diverses tribus et d'autres groupes. « La Syrie mérite un système de gouvernement institutionnel, pas un système où un seul dirigeant prend des décisions arbitraires », a-t-il déclaré dans une interview accordée à CNN la semaine dernière, évoquant la possibilité que HTS soit finalement dissous après la chute d'Assad. Les liens d'Al-Golani avec Al-Qaïda remontent à 2003, lorsqu'il a rejoint les extrémistes combattant les troupes américaines en Irak. Le Syrien a été détenu par l'armée américaine mais est resté en Irak. Pendant ce temps, Al-Qaïda a usurpé des groupes partageant les mêmes idées et a formé l'État islamique extrémiste d'Irak, dirigé par Abou Bakr al-Baghdadi. En 2011, un soulèvement populaire contre Assad

en Syrie a déclenché une répression brutale du gouvernement et a conduit à une guerre totale. La notoriété d'al-Golani s'est accrue lorsqu'al-Baghdadi l'a envoyé en Syrie pour établir une branche d'al-Qaïda appelée le Front al-Nosra. Les États-Unis ont qualifié le nouveau groupe d'organisation terroriste. Cette désignation reste toujours en place et le gouvernement américain lui a versé une prime de 10 millions de dollars. En 2016, al-Golani a révélé son visage au public pour la première fois dans un message vidéo annonçant que son groupe se renommait Jabhat Fateh al-Sham le Front de la conquête de la Syrie et coupait ses liens avec al-Qaïda. « Cette nouvelle organisation n'a aucune affiliation avec une entité externe », a-t-il déclaré dans la vidéo, filmé vêtu d'une tenue militaire et d'un turban. Cette décision a ouvert la voie à al-Golani pour affirmer son contrôle total sur les groupes militants. Un an plus tard, son alliance a de nouveau été rebaptisée Hayat Tahrir al-Sham ce qui signifie Organisation pour la libération de la Syrie alors que les groupes fusionnaient, consolidant le pouvoir d'al-Golani dans la province d'Idlib, au nord-ouest de la Syrie. En 2021, al-Golani a eu sa première interview avec un journaliste américain sur PBS. Vêtu d'un blazer et les cheveux courts en arrière, le chef de HTS, désormais plus doux, a déclaré que son groupe ne représentait aucune menace pour l'Occident et que les sanctions imposées à son encontre étaient injustes. « Oui, nous avons critiqué les politiques occidentales ; Mais mener une guerre contre les États-Unis ou l'Europe depuis la Syrie, ce n'est pas vrai. Nous n'avons pas dit que nous voulions nous battre », dit-il.

Faouzi Oki

Syrie

El-Assad a refusé un deal avec Washington avant sa destitution

L'ancien président syrien Bachar el-Assad a refusé un deal avec les États-Unis peu de temps avant sa destitution, rapporte Le Washington Post se référant à l'ancien diplomate syrien Bassam Barabandi. Selon le quotidien, quelques semaines avant le début de la récente offensive de l'opposition armée en Syrie, les Américains ont proposé à Bachar el-Assad via les Émirats arabes unis de cesser de mettre à disposition de l'Iran le territoire syrien pour l'approvisionnement du mouvement chiite libanais Hezbollah. En échange, les États-Unis ont promis une levée progressive de sanctions contre la Syrie. Cependant, cette proposition a été rejetée. D'après le quotidien, un élément encore plus fatal pour Bachar el-Assad a été son refus d'établir de bons rapports avec le président turc Recep Tayyip Erdogan qui proposait une normalisation bilatérale en échange

de l'endigement des groupes kurdes et du retour d'au moins une partie des réfugiés syriens dans le pays. Le 27 novembre, des groupes d'opposition armés ont lancé une vaste offensive contre les positions de l'armée syrienne dans les gouvernorats d'Alep et d'Idlib. Dans la soirée du 7 décembre, ils se sont emparés de plusieurs grandes villes (Alep, Hama, Deraa et Homs), et le 8 décembre, ils sont entrés dans Damas, tandis que les unités des forces gouvernementales syriennes ont quitté la ville. Le chef du gouvernement syrien, Mohammad Ghazi al-Jalali, s'est dit prêt à un transfert pacifique du pouvoir dans la république. Comme l'indique un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, M. el-Assad a démissionné de son poste de président de la Syrie et a quitté le pays, donnant l'ordre d'un transfert pacifique du pouvoir.

Syrie

Mohammed al-Bashir est chargé de former un gouvernement de transition en Syrie

L'opposition armée, qui a pris le pouvoir à Damas, chargera le politicien syrien Mohammed al-Bashir de former un gouvernement de transition en Syrie. Cette déclaration a été faite par la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera. Auparavant, le journal français Le Figaro, citant des sources, avait indiqué que l'ancien premier ministre Riyad Hijab deviendrait le chef du gouvernement syrien pour la période de transition. La direction générale de la radio et de la télévision de Syrie, l'agence d'État Sana et la chaîne de télévision Al Ekhbariya ont modifié leurs logos, en retirant le drapeau de la République arabe syrienne et en le remplaçant par les symboles de l'opposition syrienne, rapporte l'agence TASS. Au lieu du drapeau national rouge-blanc-noir avec deux étoiles vertes, elles affichent désormais un drapeau vert-blanc-noir avec trois étoiles rouges, que l'opposition syrienne utilise depuis 2011. Le 27 no-

vembre, des membres de groupes armés d'opposition ont lancé une vaste offensive contre les positions des forces gouvernementales dans les gouvernorats d'Alep et d'Idlib. Dans la soirée du 7 décembre, les opposants au président syrien Bachar el-Assad s'étaient emparés de plusieurs grandes villes, à savoir Alep, Hama, Deir ez-Zor, Deraa et Homs. Bachar el-Assad a quitté ses fonctions et le pays après des pourparlers, et le 8 décembre, ils sont entrés dans Damas, tandis que les unités des forces gouvernementales syriennes ont quitté la ville. Le chef du gouvernement syrien, Mohammad Ghazi al-Jalali, s'est dit prêt à un transfert pacifique du pouvoir dans la république. Comme l'indique un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, M. el-Assad a démissionné de son poste de président de la Syrie et a quitté le pays, donnant l'ordre d'un transfert pacifique du pouvoir.

APS

Président iranien : Le peuple syrien doit déterminer lui-même son avenir

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a déclaré que l'avenir de la Syrie, y compris ses systèmes politique et de gouvernement, ne devrait être décidé que par le peuple syrien, ont rapporté lundi des médias locaux. S'exprimant lors d'une réunion de son cabinet à Téhéran consacré aux derniers développements en Syrie, M. Pezeshkian a souligné « la nécessité d'organiser un dialogue entre les différents segments de la société syrienne pour parvenir à un consensus », exprimant

l'espoir que « les conflits militaires et la violence prendraient fin dans cet Etat arabe dès que possible afin que son peuple puisse décider de son sort dans un environnement calme, pacifique et sans inquiétude et en l'absence de toute ingérence extérieure destructrice ». Il a, dans le même ordre d'idées, mis l'accent sur « la nécessité de maintenir l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, en insistant sur l'importance d'assurer la sécurité de tous les citoyens syriens et

étrangers dans le pays, et de protéger les lieux sacrés et religieux ainsi que les locaux diplomatiques et consulaires, conformément au droit international ». L'Iran poursuivra ses consultations diplomatiques avec les parties concernées ainsi qu'avec les Nations unies pour aider à stabiliser la situation et à assurer la stabilité et la sécurité en Syrie et dans la région de l'Asie occidentale, a ajouté M. Pezeshkian.

Géoéconomie

Face aux rivalités géostratégiques, l'Afrique sera ce que les Africains voudront quelle soit

Face aux tensions sécuritaires et aux turbulences de l'économie mondiale, une nouvelle architecture des relations internationales se dessine entre 2025/2030, et l'Afrique, continent à fortes potentialités couvrant 30,353 millions de km² pour une population fin 2023 d'environ 1,4 milliard d'habitants, soit 18%, extrapolé à 25% de la population mondiale 2040/2050 avec une jeunesse dynamique, expliquant les actions de déstabilisation d'acteurs externes, les rivalités des grandes puissances et de certains pays émergents pour contrôler ses richesses colossales, doit avoir une nouvelle gouvernance d'adaptation tenant compte de sa riche anthropologie culturelle.

1.-Le monde traverse une turbulence inégalée comme en témoigne l'accroissement des budgets militaires à travers le monde.

Plusieurs pays exportateurs d'armes se disputent l'influence en Afrique subsaharienne, la Russie ayant dépassé pour la première fois la Chine pour devenir le plus grand fournisseur de la région, où sa part des importations d'armes par les est passée de 21% durant la période 2013-2017 à 26% au cours de la période 2018-2022, tandis que la part de la Chine a chuté de 29% à 18%, la France ayant augmenté sa part de 4,8% à 8,3%, ce qui fait d'elle le troisième plus grand fournisseur d'armes à l'Afrique subsaharienne. Les autres principaux fournisseurs d'armes aux pays africains au cours des cinq dernières années sont les Etats-Unis (16%), la Chine (9,8%) et la France (7,6%) et la Russie 40%. Au total, l'Afrique représente 5% des importations d'armes enregistrées à l'échelle mondiale durant les cinq dernières années contre 41% pour la région Asie & Océanie, 31% pour le Moyen-Orient, 16% pour l'Europe et 5,8% pour les Amériques, les pays d'Afrique subsaharienne ayant représenté 2% du total des importations mondiales d'armes majeures entre 2018 et 2022. Ces achats sont venus s'ajouter aux centaines de milliers d'armes tous genres dont 15 000 missiles sol-air étaient dans les entrepôts de l'armée libyenne, qui ont été accaparés par différents groupes terroristes qui opèrent au Sahel, puis par d'autres groupes venus d'autres régions.

2.- Les ingérences de puissances étrangères en Afrique ont bouleversé toute la carte géopolitique de la région avec des impacts sécuritaires, favorisant le terrorisme et les flux migratoires. Contrairement à certaines supputations, selon le centre d'études stratégique pour l'Afrique en 2023, la plupart de la migration africaine se produit à l'intérieur du continent puisque les migrants cherchent des emplois dans des centres économiques voisins où 8% des migrants africains sont à l'intérieur du continent, l'Afrique ne représentant que 14% des migrants du monde, comparé à 41% venus d'Asie et 24% d'Europe de l'Est.

D'une manière générale, pour l'Afrique, la lutte contre le terrorisme devra s'attaquer à l'essence, une bonne gouvernance et le développement, le tout sécuritaire ayant des limites, nécessitant une coopération des pays de la zone devant lever les contraintes du fait que la coruptibilité gé-



nérale des institutions, pèsent lourdement sur les systèmes chargés de l'application des lois et la justice pénale en général qui ont des difficultés à s'adapter aux nouveaux défis posés par la sophistication des réseaux du crime organisé (la cyber criminalité). C'est que la collaboration inter-juridictionnelle est ralentie par l'hétérogénéité des systèmes juridiques en Afrique. De plus, la porosité des frontières aussi bien que la coordination entre un grand nombre d'agences chargées de la sécurité aux frontières posent des problèmes où la stratégie doit viser à attirer graduellement les utilisateurs du système informel vers le réseau formel et ainsi isoler les éléments criminels pour mieux les cibler tout en diminuant les dommages collatéraux pour les utilisateurs légitimes.

3.- Pour l'Afrique, 15/17% d'intégration, avec un PIB en 2023 estimé à 2700 milliards de dollars contre 2500 en 2022, environ 2,7% du PIB mondial, l'équivalent de celui de la France qui a une population de 68 millions d'habitants, et le PIB de l'ensemble des cinq pays du Maghreb moins de 3% d'intégration, pour 110 millions d'habitants, avoisine 500 milliards de dollars, presque l'équivalent de celui de la Belgique pour 11 millions d'habitants, montre qu'il lui reste, un long chemin à parcourir.

Il s'agira d'accélérer la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) adopté le 1^{er} janvier 2021, 54 pays africains l'ayant signé et 47 ratifié, qui selon la Banque mondiale pourrait permettre aux pays africains de faire sortir de l'extrême pauvreté 30 millions d'habitants et d'accroître le revenu de 68 millions d'autres personnes qui vivent avec

moins de 5,50 dollars par jour et sur les 450 milliards de dollars de gains potentiels, environ 300 milliards proviendraient des mesures de facilitation du commerce visant à lever les freins bureaucratiques et à simplifier les procédures douanières. L'accord devrait réduire les droits de douane entre les pays membres et traitera d'aspects de politique générale liés notamment à la facilitation des échanges et aux services, tout en englobant des dispositions réglementaires telles que les normes sanitaires et les barrières techniques au commerce.

La mise en œuvre des mesures de la Zlecaf permettrait de réorganiser les marchés et les économies de la région et de stimuler la production dans les secteurs des services, de l'industrie manufacturière et des ressources naturelles. Cette intégration sous-régionale à travers la création d'un marché commun de biens et de services renforcera la complémentarité économique du continent, stimulera le commerce intra-africain, augmentera les revenus de l'Afrique et per-

mettra à des millions d'Africains de sortir de l'extrême pauvreté.

En conclusion, l'Afrique selon la majorité des observateurs internationaux, sous réserve d'une bonne gouvernance et la valorisation du savoir, sera la locomotive de l'économie mondiale entre 2030/2040/2050, expliquant les enjeux géostratégiques des grandes puissances. Mais pour l'amélioration du niveau de vie de sa population, devant éviter la dilapidation de ses richesses colossales, l'Afrique sera avant tout ce que les Africains voudront qu'elle soit. Et face aux rivalités des grandes puissances et pays émergents l'Algérie doit avoir une stratégie réaliste, devant avoir des entreprises compétitives en termes de cout/qualité vis-à-vis de ce continent, son espace économique naturel.

Abderrahmane Mebtoul,
Professeur des universités,
Expert international

L'Afrique selon la majorité des observateurs internationaux, sous réserve d'une bonne gouvernance et la valorisation du savoir, sera la locomotive de l'économie mondiale entre 2030/2040/2050, expliquant les enjeux géostratégiques des grandes puissances.

INFO/EXPRESS

Relizane 900 comprimés de psychotropes saisis, une arrestation à Oued Rhiou

Les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de drogue sont intervenus après l'exploitation d'une information signalant un trafic de drogue hallucinogène dans la ville d'Oued Rhiou, a-t-on appris ce lundi de ce corps de sécurité. Les investigations ont abouti à l'arrestation d'un individu repris de justice et la saisie de 900 comprimés de psychotropes de type prégabaline. Le mis en cause a été déferé devant les instances judiciaires pour détention et commercialisation des stupéfiants. Dans un autre registre, les forces de police relevant du service régional de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants de la wilaya de Relizane ont interpellé deux suspects impliqués dans une affaire liée au trafic de drogue et récupéré 1 035 comprimés psychotropes de type prégabaline, au niveau d'un quartier situé au chef-lieu de Relizane. Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des deux mis en cause puis déferés devant la juridiction compétente.

N.Malik

Foyers de dermatose nodulaire à Relizane La campagne de désinfection des étables d'élevage bovin lancée

Une campagne de désinfection et de purification à grande échelle des étables d'élevage bovin sur l'ensemble de son territoire a été lancée depuis l'apparition de certains foyers touchés par la dermatose nodulaire. Cette opération fait suite à la découverte d'une focale de dermatose nodulaire dans une des exploitations bovines, une situation confirmée par les médecins de la structure communale de santé. Les autorités locales ont pris des mesures immédiates, notamment l'abattage de l'animal infecté, qui a été enterré conformément aux normes en vigueur. La dépouille a été traitée avec des désinfectants avant d'être placée dans une fosse profonde, afin de prévenir toute contamination supplémentaire. Cette situation a conduit à la déclaration d'un état d'urgence pour limiter la propagation de l'épidémie et protéger le cheptel de la région. Pour ce faire, une campagne de désinfection des sites d'élevage bovin a été mise en place, sous la supervision du président de l'Assemblée populaire communale (APC), des médecins de la structure communale de santé et des agents de la municipalité. Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour garantir le succès de cette opération, selon un responsable de la l'APC. Les autorités locales ont également appelé tous les éleveurs à signaler immédiatement toute suspicion de cas afin d'intervenir rapidement et d'éradiquer la focale, tout en protégeant les autres troupeaux.

N.Malik

La grippe saisonnière inquiète à Mostaganem

L'assaut vers les pharmacies

Plusieurs conditions climatiques saisonnières, avec une baisse sensible de la température en début de matinée et également en soirée, semblent être à l'origine de ce flux vers les médecins et naturellement les pharmacies, et ce, à cause essentiellement de la grippe saisonnière qui se propage à une rythme rapide.

En effet, les cas de grippe en pareilles circonstances se multiplient, provoquant un rush vers les cabinets de médecins et les pharmacies de la ville. Ceci est sans précédent, à comparer à titre purement indicatif avec l'année dernière, où le paramètre pluviométrie, avec son impact positif, est à citer dans le domaine environnemental en général, étant donné que le volet climatologique a son importance dans ce cas de figure. Au niveau des pharmacies établies au centre-ville notamment, une forte demande en médicaments est signalée. Ainsi, on demande beaucoup les antalgiques, les antipyrétiques... Contre la toux, ce sont les antitussifs qui sont de-



Les cas de grippe saisonnière se multiplient à Mostaganem, provoquant un rush vers les cabinets de médecins et les pharmacies de la ville. (Photo > D. R.)

mandés. Bien sûr, le commun des citoyens atteint achète du paracétamol et de la vitamine C, tel un rite, par précaution mais surtout par prévention et souvent sans ordon-

nance, en mettant la main à la poche. En somme, c'est l'assaut vers les pharmacies où l'on sollicite aussi les antibiotiques, les anti-inflammatoires, les sirops quand la toux s'est

déclarée. D'autres citoyens ont recours aux tisanes et à l'achat d'herbes médicinales ou d'oranges et mandarines pour la prévention.

N.Malik

Relizane

Baisse sensible de la production de l'olive

La production oléicole a enregistré, au cours de la campagne de récolte de la saison agricole actuelle, une « baisse sensible a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Et pour cause, tout le monde s'accorde à dire que les rendements seront négatifs tout point de vue, paysans, spécialistes, administration technique et même le cueilleur occasionnel affiche en ce début de campagne de la cueillette, une grise mine. Interrogés sur les principales causes qui ont conduit à cette contre-performance productive de l'arbre ancestral de l'Algérie, les agriculteurs imputent cela et en premier lieu aux conditions

climatiques qui ont sévi pendant la période de la floraison de l'arbre, notamment, les fortes pluies et les vents froids plus précisément aux mois de mars, avril et mai écoulé. En plus du problème climatique, une autre raison aussi importante à signaler est celle relative à l'alternance de la production propre aux arbres fruitiers. Toutefois, et c'est automatique, la première répercussion qui va en découler de cette situation de recul de la production oléicole, et bien entendu, les prix de l'huile d'olive qui vont certainement connaître une flambée au niveau des huileries de la région. Les spéculateurs, pour

leur part, se frottent les mains et annoncent des pics de 1200 DA, s'il vous plaît. Pour rappel, la wilaya de Relizane annonce par le biais des services techniques de la direction de l'Agriculture, que le rendement moyen prévisionnel de l'hectare d'olivieraie ne dépassera pas les 10 quintaux à l'hectare au lieu de 25 q/ha l'année passée. A noter que l'oléiculture se répand dans la wilaya de Relizane dans les zones montagneuses, telles que Mazouna, Béni Zantis, Sidi M'Hamed Benali, Ammi Moussa et Ouldja qui disposent des conditions climatiques et naturelles propices à une telle culture.

N.Malik

Mostaganem

Dégradation de l'état des routes et ruelles à Debdaba

L'on se focalise souvent sur la nécessité de livrer les grands projets dont a bénéficié la wilaya de Mostaganem, alors que les routes composées de chemins de wilaya, chemins communaux et Routes nationales souffrent dans certaines communes de dégradation et de manque d'entretien. Dans certaines communes, ce réseau routier vital pour les villageois et l'activité agricole est quasiment impraticable. En effet, elle est située à 2 km au sud du chef-lieu de wilaya, Debdaba, une petite bourgade de 1400 âmes relevant de la commune de Sayada, de son ancien nom «Vallée des Jardins»,

souffre depuis plusieurs années de l'état des routes à l'intérieur de l'agglomération. Un état de dégradation avancé, caractérisé par des nids de poule, crevasses profondes, trottoirs défoncés, bordure de trottoir abimées, avaloirs démunis de couvercles, absence des programmes d'aménagement et de bitumage des routes et de rénovation, malgré les maintes réclamations soulevées par les habitants de la cité mais en vain. Nous sommes contraints de changer les pneus et les suspensions tous les trois mois du fait de l'état des routes, s'insurge un automobiliste. Nous faisons parfois un

détour de 10 km pour rejoindre Sayada rien que pour éviter le tronçon à l'intérieur de l'agglomération. D'autres habitants précisent que «pendant les averses tout devient boue ici même les trottoirs, à cause de l'inexistence de l'aménagement urbain. Nous éprouvons les pires difficultés (principalement les enfants) pour nous déplacer, surtout pendant les chutes de pluie, se plaignent-ils. Ces derniers lancent un appel aux autorités compétentes pour prendre en charge leurs doléances.

N.Malik

INFO-EXPRESS

Mostaganem

Saisie de 1,62 kg de kif traité à Ben Abdelmalek Ramadan

Les services de la brigade de lutte contre les stupéfiants relevant de la Gendarmerie nationale de Ben Abdelmalek Ramadan relevant du groupement de gendarmerie de wilaya de Mostaganem, ont procédé à l'arrestation de trois individus pour «détention, stockage, et commercialisation de drogue», a-t-on appris ce lundi de ce corps constitué. La perquisition du domicile de l'un des suspects avait permis aux enquêteurs de découvrir 1 kg et 62 g de kif traité, un véhicule, un couteau utilisé pour le découpage de la drogue ainsi que trois téléphones portables. Cette opération a été effectuée après la réception d'une information sur l'activité suspecte des trois individus au niveau de la commune de Ben Abdelmalek Ramadan. A noter que l'opération a été menée par les vaillants éléments de la Gendarmerie nationale de Ben Abdelmalek Ramadan et de Mazagan en étroite collaboration avec le procureur du parquet. Le pot aux roses a été découvert après une perquisition effectuée au niveau du domicile. Les mis causes devront être présentés devant une juridiction compétente afin de répondre de leurs actes, une fois l'instruction terminée.

N.Malik

décryptages

Parti-pris : Le Royaume-Uni et ses crimes contre l'humanité à travers l'histoire

Par : Oleg Nesterenko

Président du CCIE. (Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

Plus personne n'ignore le rôle macabre que le Royaume-Uni joue dans les événements tragiques qui ont lieu en Ukraine. Fin novembre 2023, David Arakhmia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti de V. Zelensky « Serviteur du Peuple », a évoqué dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrainienne.

Notre pays ne fait pas exception à la règle : la dernière invasion de ce type a été l'intervention britannique après les événements révolutionnaires de 1917, lorsque divers prédateurs et vautours ont tenté de mettre la Russie en pièces. Mais nous avons survécu, nous en sommes sortis, sommes devenus plus forts et sommes désormais contraints de lutter contre une nouvelle intervention par procuration des membres de l'OTAN luttant contre la Russie en Ukraine, y compris la Grande-Bretagne. C'est ainsi que l'on peut percevoir non seulement l'injection continue d'armes dans le régime de Kiev et son alimentation en données de renseignement, mais aussi la présence d'instructeurs et de mercenaires britanniques, dont des centaines ont déjà été éliminés, ainsi que les tentatives de spécialistes britanniques de créer la production de drones, de missiles et de bateaux sans pilote en Ukraine. Nous comprenons qu'au XXI^e siècle, il est difficile de laisser l'Ukraine et la Russie tranquille, car les gènes des colonialistes qui, pendant des siècles, ont semé le chaos en Asie, en Afrique et en Europe, font des ravages. Nous savons tous que l'Empire britannique a réprimé brutalement et cyniquement la résistance de ses colonies pendant 250 ans, recourant à l'assimilation forcée et à la discrimination raciale, oubliant les valeurs humaines simples et les droits des peuples sous sa domination. Ce sont les populations civiles des pays colonisés qui ont payé de leur vie et de leur liberté les ambitions impériales de la métropole. Il suffit de rappeler le nettoyage ethnique en Irlande, alors que sur une population de plus de 1,5 millions d'habitants, il n'en restait plus que 850.000 après la conquête britannique. Et pendant la Seconde Guerre des Boers, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, ce sont les Britanniques qui furent les premiers à inventer les camps de concentration et à y rassembler la population civile pour qu'elle n'aide pas l'armée des Boers. On ne sait pas combien de personnes sont mortes à cette époque, car les Britanniques ne considéraient pas la population indigène d'Afrique comme un peuple et, en principe, n'avaient pas documenté les pertes parmi les Africains. Bien que l'on sache qu'au Kenya, après le soulèvement de Mao-Mao, les Britanniques ont mené des répressions massives, assassinant environ 300.000 représentants de cette na-



Oleg Nesterenko, président du CCIE. (Ancien directeur de l'Institut international de la reconstruction anthropologique, ancien directeur de l'MBA). Photos D.R

tion et chassant encore un million et demi de personnes dans des camps et en les transformant en esclaves. Et en Inde, qui a subi d'énormes dégâts pendant la période de domination britannique, entre 15 et 29 millions de personnes ont été victimes de la famine provoquée par la seule Grande-Bretagne. Les conséquences des actions des anciens colonialistes se font encore sentir dans le monde moderne. Et bien que les empires coloniaux appartiennent formellement au passé, les anciennes méthodes - pression, manipulation et ingénierie dans les affaires souveraines - continuent d'être utilisées sous de nouvelles formes. Non seulement la Grande-Bretagne n'est pas ici une exception, mais plutôt un « créateur de tendances » et, malgré tout, elle connaît des douleurs fantômes pour un empire sur lequel « le soleil ne s'est jamais couché », nostalgique de la domination mondiale perdue, recourt au chantage et aux sanctions, en collaboration avec des partisans partageant les mêmes idées. Les Franco-Saxons sont engagés dans le renversement de gouvernements indésirables par le biais de « révolutions de couleur », dont l'une des victimes fut l'Ukraine en 2014. Nous disons tout cela pour souligner qu'il n'y a pas et ne peut pas y avoir de droit moral de blâmer ou de reprocher quoi que ce soit à notre pays, qui s'est donné pour mission de se débarrasser du « nid de frelons » nationaliste et néo-nazi que vous nourrissez à nos frontières. Jusqu'à ce que ces menaces, y compris l'absorption de l'Ukraine par l'OTAN, soient éliminées, jusqu'à ce que cesse la discrimination contre la population russophone basée sur la langue, la foi, l'histoire, jusqu'à ce que l'Ukraine cesse de blanchir et de glorifier les complices d'Hitler - notre opération spéciale se poursuivra. Ces objectifs seront atteints dans tous les cas, diplomatiquement ou militairement, quels que soient les plans et projets de « paix » développés en Occident dans le but de sauver l'acteur du divertissement Zelensky et

sa clique. Et indépendamment de la frénésie militariste de l'administration démocratique qui, après avoir lamentablement perdu les élections présidentielles et perdu la confiance de la majeure partie de sa propre population, est, selon les médias, en train de délivrer des « autorisations » suicidaires au régime Zelensky d'utiliser des armes à longue portée pour frapper en profondeur le territoire russe. Peut-être que Joe Biden lui-même, pour de nombreuses raisons, n'a rien à perdre, mais la myopie des dirigeants britanniques et français, qui se précipitent pour jouer le jeu de l'administration sortante et entraînent non seulement leurs pays, mais aussi l'ensemble du pays de l'Europe vers une escalade à grande échelle aux conséquences extrêmement graves, est frappant. C'est exactement ce à quoi nos anciens « partenaires » occidentaux feraient bien de réfléchir avant qu'il ne soit trop tard. Ceux qui ont récemment parlé d'une sorte de « gel » du front et de divers projets similaires aux « accords de Minsk » rejetés à un moment donné par l'Ukraine et ses patrons occidentaux devraient également s'en souvenir. Ne perdez pas de temps, nous n'avons plus aucune confiance en vous et nous nous contenterons de d'une solution qui éliminera les causes profondes de la crise ukrainienne et ne permettra pas qu'une telle situation se reproduise. Et nous vous conseillons d'oublier les tentatives visant à vaincre la Russie sur le champ de bataille. L'Europe a essayé de le faire à plusieurs reprises, et on sait comment cela a abouti à chaque fois. Merci de votre attention. »

Le supplément de la réalité sur la grande « démocratie » Britannique : le cannibalisme à l'occidental

En exposant la véritable nature profondément sordide et sanguinaire de la couronne britannique (à ne pas confondre la couronne et son appareil exécutif avec le peuple), il est à souligner que le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU

a fait une remarquable preuve d'amabilité et de retenue en décrivant les « exploits » du pouvoir britannique à travers l'histoire et jusqu'à ce jour. Notamment, en parlant des 15-29 millions de morts dus à la famine orchestrée par les Britanniques en Inde, considéré en tant que « joyau de la Couronne » britannique, il n'a pas précisé que selon les études historiques les plus sérieuses, la colonisation britannique de l'Inde a causé en tout non pas 29 millions, mais dans les 165 millions de morts Indiens tant par la famine que par les conditions de travail comparables à celles des esclaves en faveur de l'île britannique. Ne serait-ce qu'entre 1875 et 1900, environ 26 millions de personnes y ont été mis à mort. Lorsque les statistiques dignes de ce nom sont apparues, l'espérance de vie en Inde en 1911 n'était que de 22 ans. Cependant, l'indicateur le plus éloquent était l'accessibilité des céréales alimentaires. Si en 1900, la consommation annuelle par habitant était de 200kg, à la veille de la Seconde guerre mondiale elle était déjà de 157kg. En 1946, elle est tombée encore plus - à 137 kg/hab. Soit, proportionnellement, le petit-fils a mangé 1,5-2 fois moins que son grand-père à l'époque. Winston Churchill, le grand démocrate et combattant pour la liberté face à l'obscurantisme, disait : « Je hais les Indiens ! Ce sont des gens semblables à des bêtes avec une religion bestiale. La famine - c'est leur propre faute, car ils se reproduisent comme des lapins ! » Cependant, les lapins ne sont pas à blâmer : la famine en Inde était due quasi exclusivement au fait qu'en près de 200 ans de sa présence parasitaire en Inde, la « Grande » Bretagne a pompé du territoire occupé l'équivalent de 200 milliards de dollars d'aujourd'hui. Pour apprécier la démesure de cette exploitation, il suffit de se rappeler, par exemple, le PIB des Etats-Unis d'Amérique qui en 2023 était de 27,36 milliards de dollars. Le représentant de la Russie à l'ONU, n'a pas mentionné non plus l'un des plus importants génocides dans l'histoire de l'humanité, directement organisé par la couronne britannique. Celui des Chinois au 19^e siècle. À la suite des deux « guerres de l'opium » menées par la Grande Bretagne (appuyées par la France), dont l'une des principales raisons était le déséquilibre de la balance commerciale en faveur de la Chine, le 25 octobre 1860, le traité de Pékin a été signé par le gouvernement Qing en défaite. Hormis un grand nombre de concessions en faveur des Britanniques, dont l'expropriation de Hong-Kong, c'est, surtout, l'ouverture du marché chinois à la production occidentale qui a eu lieu. La marchandise qui pouvait égaliser la balance commerciale, apportant au passage de faramineux profits financiers aux britanniques, était l'opium. Ainsi, le flux constant de quantités gigantesques d'opium vendu par les Britanniques en Chine, via la porte d'entrée qui est devenue Hong-Kong, a été mis en place et a conduit vers une propagation sans égale de la toxicomanie parmi les populations. La propagation qui a directement mené vers une gravissime dégradation de l'état de santé de la nation chinoise et vers l'extinction massive de la population. Il est difficile de quantifier précisément le nombre de morts causés par les dealers de drogues en faveur de la couronne britannique : selon les diverses études il se situe entre 20 et 100 millions de victimes. Lors de la réunion au conseil de sécurité de l'ONU, Vasily Neben-

zia n'a pas mentionné non plus la grande famine organisée en 1943 par la couronne britannique au Bengale.

Bengale, 1943.

Au cours des sept premiers mois de 1943, 80.000 tonnes de céréales alimentaires ont été exportées du Bengale déjà affamé. Les autorités britanniques, craignant l'invasion japonaise, ont utilisé la tactique de la terre brûlée, en ayant pas le moindre scrupule vis-à-vis des populations locales laissées d'une manière préméditée à la mort certaine de faim. Non seulement la nourriture a été volée, mais également tous les bateaux capables de transporter plus de 10 personnes (66 500 navires au total) ont été confisqués, ce qui a mis à mort la pêche locale, ainsi que le système de transport par voie navigable que les bengalis utilisaient pour livrer de la nourriture. Une fois de plus, les chiffres précis de la politique britannique au Bengale sont inconnus - le nombre de morts de faim est estimé de 0,8 à 3,8 millions de personnes. Certains chercheurs indépendants estiment que même le nombre proche de 4 millions de morts qui vient des sources britanniques est inférieur à la réalité.

Par ailleurs, les débuts du supplice du Bengale sous l'occupation britannique ne date guère de 1943. Déjà en 1770, lors d'une sécheresse qui a tué environ un tiers de la population du Bengale - près de 10 millions de personnes - la Compagnie britannique des Indes orientales qui a occupé le pays pendant cinq ans, n'a jamais envisagé de prendre la moindre mesure pour contrer la tragédie qui s'est déroulée sous ses yeux. Bien au contraire : pendant cette famine qui fait partie des plus importantes dans l'histoire de l'humanité, les fonctionnaires britanniques coloniaux sur place faisaient des rapports de bonheur et de satisfaction à leurs supérieurs à Londres sur l'augmentation de leurs revenus financiers grâce au commerce et à l'exportation de produits alimentaires depuis le Bengale. Un grand nombre de crimes contre l'humanité perpétrés pas la couronne britannique à travers l'histoire ne sont pas comptabilisés sur ses pages qui ne recensent qu'une partie de ces derniers et qui n'ont eu lieu qu'avant la fin de la seconde guerre mondiale.

Il faut bien plus de pages pour décrire toutes les atrocités, y compris celles dès 1946 et à ce jour, commises par Londres vis-à-vis de tant de peuples sous le mode opératoire et la devise principale « diviser pour régner et tirer les profits », dont la dernière en date est sa participation directe et majeure dans la mise en place des éléments menant au déclenchement inévitable de la guerre sur le territoire de l'Ukraine et à la pérennisation du conflit qui a déjà causé plus d'un million de morts, de mutilés et de blessés parmi les deux peuples-frères pour la plus grande satisfaction et profit des tireurs de ficelles Anglo-saxons qui agissent en bande organisée de pyromanes mettant le monde à feu et à sang et en donnant au passage des leçons sur la paix, la démocratie, la liberté et les droits de l'homme.

Suite et fin...

Oleg Nesterenko, Président du CCIE. (Ancien directeur de l'Institut international de la reconstruction anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

CHANSON BÉDOUINE

ABDELKADER EL KHALDI N'EST PLUS

L'icône de la chanson bédouine oranaise Abdelkader El Khaldi est décédé, lundi à Mostaganem, à l'âge de 67 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de son entourage. Natif de Mostaganem, le défunt est entré dans le monde de l'art algérien à la fin des années 1980, en interprétant la chanson bédouine oranaise, genre musical à travers lequel il s'est imposé sur la scène artistique algérienne, grâce à des chansons écrites par de grands poètes du Melhoun et d'autres qu'il a, lui-même, écrites. A ses débuts, Khaldi a participé au programme artistique «Alhane Oua Chabab», qui a lancé sa carrière artistique de manière progressive, se distinguant aux côtés d'autres grands artistes à l'instar de Blaoui Houari, Ahmed Saber et Benzergha, en apportant une touche moderne à ce chant authentique, qui se limitait à des instruments de musique traditionnels, comme la «Gasba» et le «Guellal». Le défunt s'est fait également connaître sur les écrans de la télévision, à travers ses participations à plusieurs émissions et programmes artistiques. Il a, en outre, chanté dans plusieurs festivals nationaux. Parmi ses célèbres chansons, figurent «Yamma Ya Bouya», «Boya Kirani», «Djar El Hem», «Ya Habibi Baghi Nwassik», «Kasdinkoum Leddar», ainsi que «Chehal Sbert».

R.C.

Ouverture du Forum international «Cinéma et Mémoire» à Alger

Le président de la République accorde «une importance majeure» à la promotion du cinéma

→ Le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a présidé, lundi à Alger, l'ouverture du Forum international «Cinéma et Mémoire, une fenêtre sur le passé et une vision pour l'avenir», organisé sous le Haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de la commémoration du 70^e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution de libération.

La cérémonie d'ouverture de ce Forum international, organisé par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebiga, du moudjahid et ancien ministre Dahou Ould Kablia, du président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Nouredine Benbrahim, du Directeur général de l'Etablissement public de télévision (EPTV), Mohamed Baghali, ainsi que de moudjahidine, de cadres, d'artistes et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie. A cette occasion, un hommage a été rendu à des personnalités algériennes célèbres dans le domaine du cinéma révolutionnaire ainsi qu'aux pionniers du film révolutionnaire, notamment les réalisateurs disparus Amar Laskri, Tahar Hannache et Benamar Bakhti, en plus

d'un hommage spécial aux réalisateurs Ahmed Rachedi et Rachid Bouchareb, ainsi qu'à la comédienne Nadia Talbi.

L'hommage a également inclus plusieurs cinéastes étrangers amis de la Révolution de libération nationale qui ont soutenu avec leurs caméras et par différents moyens et outils créatifs la lutte du peuple algérien, parmi lesquels le cinéaste serbe Stevan Labudovic (ex-Yougoslavie), le réalisateur français René Vautier, le réalisateur italien Gillo Pontecorvo, et le réalisateur cubain Milton Alberto Diaz Canter. Lors de l'ouverture du Forum international «Cinéma et Mémoire» à l'hôtel El Aurassi, le ministre a affirmé que «le président de la République a instruit d'encourager tous les talents et compétences du cinéma en Algérie et ceux issus de la communauté nationale établie à l'étranger, et de financer les œuvres cinématographiques sous forme de crédits bancaires allant jusqu'à 70%».

«Le président de la République a aussi instruit de soutenir les spécialistes dans le domaine pour mettre en place des studios de tournage et créer des villes cinématographiques», a-t-il dit, ajoutant que cet engagement doit être concrétisé pour rattraper le retard enregistré par ce secteur afin de retrouver son lustre d'antan. Par ailleurs, le ministre a évoqué la poursuite de la création d'établissements de production cinématographique, le renforcement du cadre légal en matière d'audiovisuel et la restauration des nombreuses œuvres



produites afin de préserver le cinéma en tant que mémoire collective de la nation.

Par ailleurs, le ministre de la Culture a rappelé l'importance du «cinéma de résistance» dans la construction et la préservation de la mémoire nationale, soulignant qu'il constitue «un capital documentaire au service de la patrie et de la société», évoquant, dans ce contexte, le rôle des pionniers du cinéma révolutionnaire dans le soutien aux causes justes à travers le monde, notamment celles des peuples palestinien et sahraoui.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par l'organisation d'une exposition spéciale des différents équipements et matériels cinématographiques utilisés pour le tournage faisant partie du patrimoine cinématographique algérien, témoin du parcours et de l'histoire de ce cinéma, outre la projection d'un film documentaire sur l'histoire du cinéma algérien, et de musiques de films historiques algériens, exécutés par l'orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger.

Organisée du 9 au 11 décembre, avec la participation de près d'une trentaine d'experts et de spécialistes du cinéma et de la mémoire, algériens et étrangers, cet événement culturel et intellectuel traitera plusieurs problématiques, dont le rôle du cinéma comme outil pour la construction et la documentation de la mémoire collective et le renforcement des valeurs de liberté et de résistance».

Les participants discuteront, trois jours durant, lors de six séances, de questions liées principalement au rôle du cinéma dans la sensibilisation et la conscientisation à l'émancipation, à l'expérience du cinéma algérien pendant et après la Révolution, et aux problématiques de la valorisation et de la promotion du film résistant et révolutionnaire, et de l'avenir du cinéma à la lumière des mutations actuelles. Les interventions mettront en avant le rôle du cinéma dans le renforcement de la solidarité mondiale et la promotion des droits de l'Homme.

R.C.

El Melahfa, Caftan, Guandoura, Qat... patrimoines de l'Unesco

Une inscription valorisant la dextérité des artisans algériens

Le costume féminin de cérémonie du Grand Est de l'Algérie, avec toutes ses variantes (El Melahfa, caftan, Guandoura, qat, etc.) a été inscrit sur la liste de l'Unesco lors de la 19^e session du Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, tenue, cette année à Asunción, en République du Paraguay. La particularité du caftan Kadi, Guandoura Katifa, Quat, c'est le velours brodé de fils d'or avec la technique du Medjboud. Cette inscription ne se résume pas juste aux habits, mais aux accessoires, bijoux et appareil comme les boucles d'oreilles, les chaînes, les colliers, bracelets et bracelets de cheville (khekhhal). Le dossier pour l'inscription des costumes traditionnels féminins de l'Est algérien (notamment la Melahfa et la Guandoura) sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco a été déposé le 31 mars 2023. Ce travail a mobilisé plusieurs experts, chercheurs universitaires, artisans, et associations culturelles, sous la coordination du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH). La préparation de ce dossier a débuté en mai 2022 et a inclut les savoirs liés à la confection, aux parures, et aux techniques comme le fil d'or (el mejboud et fetla) ainsi que le perlage. Parmi les habits cités dans le dossier de l'Unesco, El Melahfa, Guandoura Katifa, Caftan Qadi, Quat. Ces derniers sont classés dans la même famille par leur texture, soit le velours et les techniques dites du medjboud, broderies avec du fil d'or.

La Melahfa est sans doute l'habit le plus emblématique et le plus ancien de notre culture berbère, car il était porté par toutes les femmes berbères d'est en ouest. La melahfa, faite d'une étoffe rectangulaire drapée autour du corps et maintenue par des fibules (ou «tabzimât»), est le symbole d'une culture millénaire, portée par les femmes des Aurès et des Hauts Plateaux. Ces régions, où la nature règne en maître, ont inspiré les couleurs et les motifs de la melahfa, souvent conçue à partir de textiles naturels teints avec des pigments locaux. Aujourd'hui, plus moderne, les tissus, broderies varient, mais, elle garde son cachet initial et ancestral. Elle est un héritage vivant, célébrant la force et la résilience de nos femmes. La deuxième tenue inscrite au patrimoine



de l'Unesco est El Guandoura, constantinoise, souvent appelée « Robe Fergani » ou « El Ksentiniya ». C'est une pièce emblématique du patrimoine vestimentaire algérien, particulièrement associée à la ville de Constantine. C'est une robe ample, brodée qui allie confort et élégance et qui puise ses origines dans un mélange de plusieurs influences, témoignant du riche héritage culturel de la région. Réalisée en velours, la guandoura se distingue par ses broderies élaborées en fil d'or, appelées « fetla » ou « medjboud », souvent inspirées de motifs floraux et géométriques. Ces broderies, faites à la main, illustrent l'expertise des artisans constan-

tinois. La guandoura est généralement portée lors d'occasions spéciales comme les mariages, et elle est souvent associée à une ceinture ornée de lous d'or, appelée « m'hazma », qui ajoute à son allure majestueuse. Historiquement, cette robe remonte à des siècles, elle incarne également une fusion des styles méditerranéens et andalous, résultat de l'apport des civilisations ayant marqué l'histoire de Constantine. Aujourd'hui, la guandoura reste un symbole de l'identité culturelle algérienne et fait partie des tenues mises en avant pour valoriser le patrimoine national. Dans le dossier déposé, nous retrouvons notamment la mention du Qat et surtout du Caftan Qadi avec une belle illustration prise lors d'un défilé de mode de la famille Azzi de Constantine, devenue experte et incontournable dans ce domaine. Le caftan Qadi féminin, notamment dans des régions comme Tlemcen, Alger et Constantine, est devenu une pièce maîtresse du trousseau de mariage, symbolisant l'élégance, la richesse culturelle et l'héritage de plusieurs siècles de savoir-faire artisanal. Initialement, il était l'habit des juges musulmans algériens, d'où son appellation de Qadi (juge en arabe), avant que les femmes ne se l'approprient au fil du temps pour en faire une tenue d'apparat. Contrairement à d'autres variantes maghrébines du caftan, le style algérien est particulièrement sobre et élégant, souvent composé d'une seule pièce ample et agrémentée de broderies ou d'éléments plus fins et discrets comme le paon. Le caftan algérien se distingue également par son raffinement traditionnel et ses origines. Le Caftan algérien est plus fluide, met davantage l'accent sur la modestie et la grâce discrète, tout en reflétant une longue tradition artisanale. Des témoignages culturels et historiques confirmeront l'existence et l'utilisation du caftan en Algérie bien avant sa popularisation moderne dans d'autres pays voisins. L'inscription de ces costumes à l'Unesco est une reconnaissance importante, mais aussi une invitation à protéger ce patrimoine face aux défis de la modernité. Les artisans et couturières jouent un rôle central dans cette préservation, tout comme les femmes qui perpétuent la tradition en les portant lors de fêtes et de cérémonies.

Compétitions interclubs de la CAF

Un bilan sans faute pour les représentants algériens

Les quatre clubs algériens engagés dans les compétitions africaines interclubs de football: le MC Alger, le CR Belouizdad, l'USM Alger et le CS Constantine, ont réalisé un bilan sans faute à l'occasion de la deuxième journée de la phase de poules de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération de football, disputée samedi et dimanche.



Le CSC s'installe en tête avec 6 points, devant Simba et Bravos (Photo : D. R.)

Pour le compte de la troisième journée, prévue les 13 et 15 décembre prochains, le TP Mazembe accueillera Young Africans, au moment où le MCA recevra Al-Hilal, à huis clos.

De son côté, le CR Belouizdad, deuxième représentant algérien en ligue des champions (Gr.C), a également réalisé une bonne opération en allant battre le Stade d'Abidjan 1-0, samedi au stade Houphouët-Boigny à Abidjan, grâce à un but inscrit par Aïmen Mahious à la 71e minute de jeu, une victoire qui relance le Chabab dans la course à la qualification pour les quarts de finale.

Dans l'autre match du groupe C, les Sud-africains d'Orlando Pirates et les Egyptiens d'Ahly ont fait match nul (0-0) et se retrouvent avec 4 points, devant le CRB (3 pts), alors que le stade d'Abidjan avec deux défaites ferme la marche (0 pt).

Le représentant algérien se déplacera au Caire pour affronter les Egyptiens d'Al-Ahly lors de la prochaine journée prévue (13-15

décembre), tandis qu'Orlando recevra le Stade Abidjan.

Coupe de la Confédération : le CSC sur une courbe ascendante, l'USMA ramène le nul de Dakar

Le CS Constantine, actuel leader de la Ligue 1 professionnelle, s'est imposé face à la formation tanzanienne de Simba SC (2-1) à l'occasion de la 2ème journée de la phase de poules du groupe A.

Dans l'autre match du groupe A, les Angolais de Bravos do Maquis se sont imposés à domicile face au club tunisien du CS Sfaxien (3-2) et se relancent ainsi après avoir démarré cette phase de poules par une défaite à Dar Es-Salaam face à Simba SC (1-0).

Au vu de ces résultats, le CSC s'installe en tête avec 6 points, devant Simba SC et Bravos do Maquis qui comptent 3 points chacun, alors que le CS Sfaxien ferme la marche avec 0 point.

Lors de la 3e journée, prévue le dimanche 15 décembre, le CSC se

rendra en Angola pour défier Bravos do Maquis (17h00), alors que Simba SC recevra le CS Sfaxien (14h00).

Toujours en coupe de la Confédération, l'USM Alger a ramené le point de match nul de Dakar avec un score de 0-0 contre l'ASC Jaraaf au stade Abdoulaye Wade, un résultat positif au vu de la physionomie de la rencontre et qui permet aux Algérois de maintenir la conserver leur première place au classement général du groupe C.

Mais le fait marquant de cette rencontre qui s'est déroulée dans de très bonnes conditions est l'agression à l'encontre des supporters de l'USMA après le coup de sifflet final de l'arbitre, entraînant plusieurs blessés ainsi que d'importants dégâts matériels.

Dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux, le club algérois a condamné fermement et avec vigueur les agressions ciblant ses supporters qui enfreint l'éthique sportive, et prévoit de saisir la CAF, avec des photos et vidéos à l'appui, afin de prendre les mesures nécessaires contre les coupables.

A l'issue de cette 2e journée, l'USMA et l'ASEC Mimosas occupent conjointement la tête du classement avec 4 points chacun, devant Jaraaf et Orapa United, qui comptent un seul point au compteur.

Lors de la 3e journée, prévue le dimanche 15 décembre, l'USMA recevra l'ASEC Mimosas (20h00), alors Jaraaf sera en appel pour croiser le fer avec Orapa United (14h00) pour le match de la relance.

Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale, rappelle-t-on.

R. S.

EN DEUX MOTS

Un tournoi Open des échecs des jeunes catégories jeudi et vendredi à Ouargla

Un tournoi Open des échecs des jeunes catégories, âgés de 8 à 16 ans filles et garçons, aura lieu, jeudi et vendredi prochains à la maison de jeunes Chahid Sayah Benaïssa à Hassi Messaoud, dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. Le tournoi est organisé sur deux jours par la Ligue de wilaya des échecs de Ouargla, en collaboration avec la Délégation Régionale du Grand Sud et la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya, dans le cadre des festivités commémoratives du 64ème anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, avec la participation de plus de 60 jeunes échéphiles fille et garçons représentant différents clubs et associations sportives de la wilaya de Ouargla. Cette compétition sera disputée en système suisse en sept rondes à la cadence de 25 minutes au finish avec ajout de cinq secondes par coup joué sous la direction de cinq arbitres fédéraux.



Quotidien national d'information. Édité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.

Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1er-Mai - Alger.

Tél. : 020.06.45.89

Fax : 020.06.45.41

Compte bancaire : CPA 103 400 089711. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs :

Gérant, directeur de la publication :

Abdelwahab Djakoune

Rédacteur en chef : Radia Zerrouki

Composition PAO La Nouvelle

République Impression Alger : SIMPRAL

Tirage : 2500 exemplaires

16 - Pages

Oran : SIO. Constantine : SIE

Diffusion centre : SEDICOM. Ouest :

SPDO. Est : El Khabar. Sud : Trag

diffusion Publicité : La Nouvelle

République, Maison de la Presse. Tél. :

020.06.42.04 Fax : 020.06.45.41 E-mail :

lnr98redaction@yahoo.fr / E-mail pub :

lnr98publicite@yahoo.fr

"Pour votre Publicité s'adresser à :

l'Entreprise Nationale

de communication, d'Édition

et de Publicité"

Agence L'ANEPE 01,

Avenue Pasteur - Alger. Téléphone :

020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax :

020.05.11.48 / 020.05.13.45 020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Conception : Studio Baylaucq, Paris,

France. Tél. : +331 44.90.80.40

Les manuscrits, photographies ou tout

autre document adressés à la rédaction

ne peuvent faire l'objet d'une

quelconque réclamation.

GC Mascara

Plusieurs mesures prises pour redresser la situation du club

→ La direction du GC Mascara s'est engagée à redresser la situation au sein de son équipe, qui vient d'essuyer une cuisante défaite sur le terrain du CR Témouchent (6-0), en nommant d'abord un entraîneur expérimenté, à indiqué, lundi, ce club de Ligue 2 de football (Gr. Centre-ouest).

Dans un communiqué de presse, la direction du GCM a sommé son désormais ex-coach, Amine Besseghir et ses

assistants de «restituer» l'avance de trois mensualités qu'ils ont perçue à leur arrivée au club, il y a quelques semaines, leur imputant la responsabilité de la lourde défaite concédée, samedi dernier à Ain Temouchent, au titre de la 12e journée du championnat «pour avoir abandonné l'équipe la veille de la rencontre». D'autres mesures seront prises à l'encontre de certains joueurs "ayant fait preuve de passivité",

et qui vont comparaître «dans les prochains jours» devant la commission de discipline du club, informe-t-on de même source. La direction de la formation phare de la ville de l'Emir-Abdelkader n'a pas écarté, au passage, l'éventualité de résilier les contrats des joueurs en question, sans toutefois citer les noms des concernés. «Les responsables du club continueront à apporter les correctifs nécessaires pour améliorer

les résultats de l'équipe, tout en renforçant l'effectif par des joueurs de valeur lors du prochain mercato hivernal», promet-on encore. Le sévère revers subi face à l'avant-dernier au classement a valu au GCM, qui tablait sur un retour parmi l'élite dès la fin de cet exercice, de reculer à la 8e place avec 16 points, obtenus de quatre victoires contre quatre matchs nuls et quatre autres défaites. ■

USM Bel-Abbès

Fin de mission pour l'entraîneur du club

→ La direction de l'USM Bel-Abbès a mis fin aux fonctions de l'entraîneur Omar Belatoui, en poste depuis l'intersaison, a-t-on appris, lundi, auprès de ce club pensionnaire du championnat d'inter-régions de football (Gr. Ouest).

Cette décision intervient après que l'USMBA ait perdu la première place au classement du groupe Ouest suite au match nul concédé sur le terrain

du SCM Oran (0-0), samedi dans le cadre de la 10e journée.

Au cours des dix matchs qu'il a dirigés en championnat, l'ancien défenseur international a réalisé sept victoires contre deux nuls et une seule défaite. Il a également qualifié son équipe aux 32es de finale de la Coupe d'Algérie. La direction de l'USMBA n'a pas encore tranché sur l'identité du successeur de l'enfant d'Oran, assu-

rant que le nouvel entraîneur de son équipe sera connu «dans les prochains jours».

La nouvelle équipe dirigeante de la formation de la «Mekker», élue l'été dernier, vise l'accession en Ligue 2 comme première étape dans le processus de redorer le blason du club qui, il y a quatre saisons de cela, évoluait parmi l'élite, selon les déclarations de ses dirigeants. ■

Néanmoins, la bataille s'annonce rude, notamment face à deux autres concurrents qui faisaient eux aussi partie des pensionnaires de la Ligue 1, il y a quelques années seulement, à savoir le WA Tlemcen et le RC Relizane. Ces deux équipes se partagent la première place de leur poule avec 25 points, après la fin du premier tiers de la compétition, devançant de deux unités l'USMBA. ■

en direct

Transfert

Bounedjah prolonge jusqu'en 2027 avec Al-Shamal SC

le match à suivre football

Coupe de la Confédération

L'USMA agressée à Dakar

Coupe de la Confédération

Le CSC renverse Simba SC et s'installe en tête de son groupe

Retour sur le match Jaraaf - USMA

Quelle sanction pour quelle leçon ?

Des incidents programmés au stade de Dakar lors de la rencontre de Ligue des champions Jaraaf - USMA ? La question ne jette aucun doute, ce ne sont en tout cas pas les mauvais esprits qui ont tout programmé.

Depuis des gradins, des jeunes, certainement manipulés par ceux qui aiment ce type de climat, en l'occurrence la violence, attendaient tranquillement la fin de la rencontre pour dégainer et passer à l'action. Contre qui ? Contre des supporters et joueurs algériens venus pour une rencontre de football... au Sénégal. Des supporters prennent pour cible les supporters et joueurs algériens.

Une situation de défiance et d'insultes

Sur leur page facebook, on peut lire «L'association sportive et culturelle «Jaraaf» est un club de football sénégalais basé à Dakar qui détient le plus beau palmarès du football sénégalais». Sauf que dès le coup d'envoi, peut-on lire sur leur page FB, ils ont déployé leurs banderoles, et allumé des fumigènes, qu'ils avaient préalablement dissimulé dans des béquilles, leur permettant ainsi de déjouer les contrôles de sécurité. Il s'en est suivi une situation de défiance et d'insultes à l'encontre des forces de sécurité, qui a perduré jusqu'à la fin du match. Le résumé de la suite est connu? Ces hooligans se sont lâchés sur les supporters algériens, allant jusqu'à escalader les barrières pour atterrir sur le terrain pour en finir avec les joueurs.

La CAF a reçu le PV et va enquêter

Violences et débordements survenus après le match de la Coupe de la Confédération entre le Jaraaf Dakar et l'USM Alger (0-0). La Confédération africaine de football s'est fendue d'un communiqué ce lundi. L'instance dirigeante du football africain a expliqué avoir «pris connaissance d'un incident survenu lors de la rencontre de la Coupe de la Confédération CAF Total Energies opposant



■ Les supporters algériens ont vécu l'enfer au stade de Dakar.

(Photo > D. R.)

l'ASC Jaraaf à l'USM Alger, disputée au Sénégal le dimanche 8 décembre 2024». La CAF souligne que «l'affaire a été transmise aux instances compétentes de la CAF pour un examen approfondi et des investigations complémentaires».

Le récit des incidents vu par un média africain

Ces tensions trouvent leur origine dans l'usage de fumigènes par les supporters usmistes, selon les informations de Sport News Africa. Les Algériens ont allumé des engins pyrotechniques derrière un but, une action proscrite par la CAF. Selon le média «Les policiers et les stadiers ont immédiatement demandé aux responsables du groupe d'ultras d'éteindre les fumigènes. C'est là où les premières tensions apparaissent. Avant que la situation s'envenime lorsque de nouveaux fumigènes sont de nouveau allumés, contraignant les forces de l'ordre à intervenir de nouveau».

Des fans malmenés dans les tribunes

Un autre témoignage, plus poignant, révèle ce qui s'est passé. «Un supporter a

essayé de traverser un plexiglas pour se diriger vers une autre zone, ce qui a fait grimper la tension. Des insultes ont été proférées entre les deux camps, et à la fin du match, un conflit s'est déclenché entre les fans algériens et les forces de l'ordre. En réaction à cette scène, les supporters du Jaraaf ont forcé le cordon de sécurité les séparant des fans de l'USMA, se mêlant à l'affrontement. Étant plus nombreux, ils ont repoussé les Algériens, qui ont battu en retraite. La situation s'est aggravée davantage lorsque des joueurs algériens se sont retirés du terrain pour soutenir leurs fans, malmenés en tribunes.

On a donc assisté à un imbroglio général. Dans une vidéo du journaliste Chebli Ishaq, un joueur de l'USM Alger transporte l'un de ses coéquipiers, qui semblait blessé. Les deux Usmistes ont ensuite rejoint les vestiaires pour se mettre à l'abri.

Projectiles et fumigènes

Les dégâts matériels incluent de nombreux sièges arrachés et utilisés comme projectiles. Mais le bilan humain est en-

core plus préoccupant, avec au moins 15 blessés du côté de l'USM Alger. À l'heure actuelle, chaque camp rejette la faute sur l'autre.

Selon les informations recueillies par *Sport News Africa*, un rapport a été rédigé par les contrôleurs de la rencontre, évoquant non seulement le recours aux projectiles et aux fumigènes par les fans de l'USMA, mais également le brisement du cordon sécuritaire par les supporters du Jaraaf. «Plusieurs photos circulant sur les réseaux sociaux sous-entendent également qu'une partie des vestiaires et équipements, dont un téléviseur, auraient été saccagés».

Il est utile de rappeler que le président de l'USMA, Sehbane, est resté à Dakar au chevet des supporters usmistes. Un geste fort apprécié par les «rescapés de Dakar».

Une synthèse de H. Hichem

Canal + sport : Brest - PSV Eindhoven à 21h
 Canal + foot : Salzbourg - Paris-SG à 21h

La Der

Fédération algérienne de kempo : Khaled Fliti élu président

Khaled Fliti a été élu président de la Fédération algérienne de kempo pour le mandat olympique 2024-2028, à l'issue des travaux de l'Assemblée générale élective (AGE), tenus samedi au Centre national de regroupement des élites et des jeunes talents à Souidania. Les travaux de l'AGE ont réuni 27 membres sur les 41 constituant l'Assemblée générale, en présence d'un représentant du ministère des Sports, du sport militaire et d'un huissier de justice.

Sur les 27 voix exprimées, Khaled Fliti, seul candidat au poste de président, a obtenu 26 voix, tandis qu'un seul vote a été annulé. Les membres de l'AG ont également élu sept membres

pour le bureau exécutif de la fédération, dont trois femmes. Dans une déclaration à l'APS après son élection, Khaled Fliti, a estimé que «le scrutin s'est déroulé dans de très bonnes conditions. Les membres de l'assemblée générale ont exprimé leurs votes en toute liberté et transparence. Nous allons continuer à développer le Kempo et à doubler le nombre de clubs, qui est actuellement de 136, répartis sur 32 wilayas. Nous espérons promouvoir cette discipline de combat dans tout le pays». Avant d'ajouter : «Nous visons également à créer une base populaire pratiquant le Kempo afin qu'il rivalise avec les autres sports. Sur le plan international, nous

travaillerons à établir l'Union africaine de Kempo et à continuer d'honorer l'Algérie en obtenant des places parmi les trois premières lors des championnats du monde de la discipline (organisés chaque mois d'octobre) et de la Coupe du monde (chaque mois d'avril)». La Fédération algérienne de Kempo avait tenu, le 23 novembre dernier, son assemblée générale ordinaire de la saison 2023/2024, afin d'examiner et d'approuver les rapports moral et financier, de désigner les commissions de candidatures et de recours, et d'assurer la passation des responsabilités en vue de l'organisation de l'assemblée générale élective.